

Contre le nucléaire civil et militaire, Golfech 29 et 30 mai

T2137-446-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 446 JEUDI 27 MAI 1982 6,00 F

CONTRACEPTION :



*nos corps n'appartiennent
ni à l'Eglise, ni à l'Etat!*

FOP.2520

PARIS

Le groupe Eugène Varlin organise une conférence-débat sur le thème : *Le pouvoir bureaucratique dans les pays de l'Est*, avec des participants soviétique, roumain, bulgare, polonais..., le vendredi 11 juin à 20 heures, dans la grande salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, Paris 15^e, métro Boucicaut.

PARIS

Le groupe libertaire du Marais de la FA, la Ligue des droits de l'homme Paris-Centre et le Mouvement anti-apartheid organisent un film-débat sur l'apartheid le 10 juin à 20 heures au 66, boulevard Saint-Michel. Participation aux frais : 15 francs.

MARSEILLE

Le groupe de Marseille organise le jeudi 27 mai 1982 à la Maison pour Tous, 66, rue de l'Evêché, 13002 Marseille, une projection du montage audiovisuel *Espagne 36*, à 20 heures précises.

Fête annuelle du groupe d'Amiens

La fête annuelle du groupe d'Amiens de la Fédération anarchiste aura lieu les 26 et 27 juin au parc du château de Montiers, à Amiens. Toute personne intéressée pour y participer, musiciens, chanteurs, groupes de théâtre est invitée à nous contacter dans les meilleurs délais, BP 7, 80330 Longueau.

Groupe d'Amiens

Permanences des groupes F.A.

Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des Syndicats, salle n° 2, 37, rue Pujos, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe d'Evreux : permanence les derniers samedis de chaque mois, de 14 h 30 à 16 h, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux), 27 000 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe Jules Durand/l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Cerminal c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668 48 58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois, 74 26 02.

Groupe d'Antzy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23) 80 17 09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences FA et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaud, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au R.U.B. Campus.

Groupe Louise Michel : 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M° République) — tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Le groupe Région toulonnaise envisage d'organiser un départ groupé en car au départ de Toulon via Marseille, pour le rassemblement de Golfech (29 et 30 mai). Inscription : 160 francs (avant le 23 mai) à la permanence.

• Le groupe Région toulonnaise de la FA et le groupe de Toulon de la Libre Pensée assurent la tenue d'un stand (table de presse) le samedi 22 et le dimanche 23 mai à la fête départementale laïque à Hyères.

• Nous vous annonçons le changement de la liaison de Pont St-Maxence en groupe FA. Le nom du groupe est « Cercle d'action de propagande et d'études libertaires ».

• Nous vous annonçons la création d'une liaison à Lamorlaye (Chantilly). Toute personne intéressée par la création d'un groupe peut écrire aux RI qui transmettront.

ROCHEFORT

Le 11 juin 1982, le groupe Michel Bakounine organise une réunion-débat sur le thème : *Agriculture, écologie, socialisme libertaire*, à la Maison des Syndicats, salle n° 2, 37, rue Pujos, Rochefort.

COMMUNIQUÉS

• La liaison d'Aix-en-Provence de la FA assure :
- une vente du ML le jeudi à la fac de lettres ;
- le samedi au marché des pêcheurs en tenant une table de presse.

• Des individuels FA de Brunoy, Corbeil et Yerres, regroupés par affinité, viennent de constituer un cercle de réflexion anarchiste dans le but d'étudier les divers aspects de l'anarchisme et d'apporter une réponse libertaire aux problèmes soulevés par l'actualité. Pour tout contact : écrire aux RI qui transmettront.

• Une liaison libertaire s'est constituée sur la fac de Nanterre. Toute personne intéressée peut écrire aux RI qui transmettront.

• Les libertaires intéressés par la propagation des idées anarchistes et la création de groupes de la FA dans le secteur géographique Nîmes, Arles, Avignon peuvent prendre contact avec la liaison du Gard, par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• Le groupe Région toulonnaise de la FA assurera la tenue d'une table de presse le 29 juin à Golfech.

• Montron et Périgueux (24) : deux villes où l'on peut rencontrer les militants anarchistes pour constituer un groupe dans ces villes. Toute personne intéressée par ce projet peut écrire aux RI qui transmettront.

• Une liaison est en création à Notron, en Dordogne. Les personnes intéressées peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe libertaire du Marais (4^e arrondissement de Paris) tient ses ventes hebdomadaires le jeudi au métro Saint-Paul, de 12 h 30 à 14 h et de 18 h à 19 h 30, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à l'angle de la rue Mouffetard et de l'arbalète.

• Les personnes désirant développer l'anarchisme dans la Drôme peuvent prendre contact avec les Relations Intérieures de la Fédération anarchiste, 145, rue Amelot, Paris 11^e, qui transmettront.

• Vous habitez la Charente-Maritime. Vous voulez changer les choses et la vie, tout de suite, ici et maintenant. Prenez contact avec le groupe Michel Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex, tél. : (46) 47.67.39.

• Le groupe Albert Camus de Toulouse s'associe à la manifestation de Golfech et y participera.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 56 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publ Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

PARIS

Le groupe Louise Michel (10, rue Robert Planquette) organise le 19 juin, de 13 h à 20 h, au square Jehan Rictus (Place des Abbesses) :

- des forums sur la vie de quartier, le fédéralisme et la vie communale ;
 - des spectacles, stands, exposition ;
 - un meeting sur le thème : *Un an de pouvoir socialiste : nos propositions.*
- Entrée gratuite.



Volonté anarchiste n° 18 est parue

Luttes paysannes en Grèce après les Colonels, par Périclès Kyriacopoulos. Prix : 15 F. En vente à Publico.

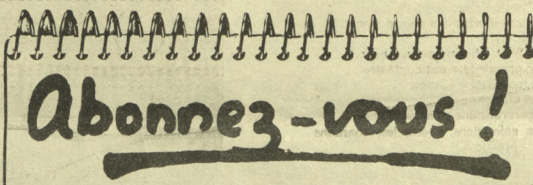
Abonnement 8 n° : 110 F. Abonnement de soutien : 180 F. On peut faire comprendre dans son abonnement des numéros déjà parus.

CCP : 21 600 42 C. Paris, à adresser au groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

Sommaire

PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
En bref
Libre sexualité...
Libération de René Bour
Editorial
Société générale
PAGE 4
A Rebrousse-Poil
Le congrès de la FNM
PAGE 5
Le congrès de Metz
Le changement dans le Code du travail
PAGE 6
Antimilitarisme, où vas-tu ?

Un syndicat des prisonniers
PAGE 7
Le balai des robots...
PAGE 8
L'Europe du capital...
A propos de guerre mondiale...
PAGE 9
Informations internationales
PAGE 10
Le congrès de Londres
PAGE 11
Livres, spectacles...
PAGE 12
Contraception masculine, révolution sexuelle, révolution sociale
La contraception masculine : comment ?



TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration 145 rue Amelot 75011 Paris Tel. 805.34.08
25 n°	130 F	150 F	190 F	
50 n°	250 F	280 F	350 F	

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
à partir du N (inclus) Pays
 Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien
 Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre
Règlement (à joindre au bulletin)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11^e

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

La commune libertaire n° 11 est parue à l'occasion du 10 mai. Vous pouvez demander à recevoir cette feuille locale du groupe Fresnes-Antony en joignant 2 francs en timbres.

COMMUNIQUÉ

Le 8 mai, les liaisons de la Fédération anarchiste de Grenoble, Chambéry et Thonon-Bains se sont rencontrées. Elles ont décidé d'intensifier l'entraide pratique (entre autres affiches), ont comparé leurs activités (stand librairie, présence dans de nombreux courants d'opinion : écologie, femmes, armée), et ont élaboré des projets d'action à leurs dimensions respectives. L'objectif de base reste, pour ces trois liaisons, la vie de la Fédération anarchiste et sa place dans la région.

en bref...en bref...

• Trois jours contre la militarisation. Le camping annuel antimilitariste se déroulera cette fois-ci au Col de la Loge (42) près de Saint-Etienne. D'une durée de trois jours, il propose à tous les intéressés de faire « un bilan objectif des luttes antimilitaristes en France, compte tenu de la nouvelle situation politique ». Que tous les intéressés par ce projet organisé par Objection en monde rural se renseignent à OMR, Les Combes, 42124 Chevières. Un autocollant a été tiré pour inviter les gens au camping. A commander à René Ducarre, 10 francs l'unité, Les Adnis Sud, 42570 Héand.

• Cinquième festival culturel des travailleurs immigrés. Ce festival se déroulera du samedi 22 mai au dimanche 30 mai, avec des coupures dans l'ensemble de la semaine. Ce festival culturel abordera différents thèmes : femme/immigration, cinéma différent, les immigrés et le problème du logement, régularisation des « sans-papiers », etc. Tout cela à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11^e. Le 5 juin 82, de 14 h à 23 h, se déroulera un meeting de solidarité internationale à l'Hyppodrome de Paris. Pour tout renseignement, Maison des travailleurs immigrés, 46, rue de Montreuil, Paris 11^e, tél. : 372.75.85.

• Association du livre de la paix. Cette association organise une réunion le 26 mai à 20 h 30, au 177, rue de Charonne, après le passage du film *La bombe*, réalisé par Pete Watkins pour la BBC en 1968. Ce film montre les conséquences qu'aurait l'explosion d'une bombe thermo-nucléaire en Grande-Bretagne. Cette réunion pour : comment faire la paix ?

• Le Comité de coordination du syndicat libre et autogéré Solidarność à Paris, créé à la suite des événements tragiques de décembre 1981, publié depuis janvier 1982 un bulletin d'information en deux versions : polonaise et française. Ce bulletin hebdomadaire contient des documents, des déclarations et des informations publiés clandestinement par la résistance en Pologne. Le comité publie également des numéros « hors série » par thèmes. Pour plus de renseignements : Syndicat « Solidarność » en France, 10, passage des Deux Sœurs, Paris 9^e.

• Le congrès de l'Union des athées aura lieu le 30 mai à l'hôtel Nikko (Paris 15^e), de 9 h à 18 h. À 15 h, exposé-débat : « Sectes et religions ».

• Comme chaque fin de mois, des manifestations sont prévues à Choze. Les 29 et 30 mai, se déroulera une grande fête antinucléaire de solidarité à Choze. Des compagnons libertaires assureront une présence. Des animations, spectacles, chansons sont prévues.

• Grève illimitée à l'hôpital de San Salvador à Hyères (Var) à l'appel de la CGT, CFDT et FO. Le personnel exige dans un premier temps l'embauche d'une cinquantaine de personnes (40 agents hospitaliers et 10 infirmiers), et ce afin de faire face aux tâches urgentes en matière de soins, de sécurité et d'animation. En attendant une réponse de la direction de l'Assistance publique, la grève se poursuit jusqu'à satisfaction des revendications et ce dans l'intérêt des malades. Affaire à suivre...

LIBRE SEXUALITÉ,
LIBRE MATERNITÉ

A U Moyen-Age, les femmes qui avortaient étaient traitées de sorcières et brûlées par l'inquisition. Aujourd'hui, il reste encore des individus qui s'opposent à ce que la femme refuse cet embryon, et ils se manifestent beaucoup en ce moment dans diverses directions : rassemblement pour la « liberté » de l'enseignement, manifestation anti-terroriste, et tout dernièrement cortège contre le remboursement des interruptions volontaires de grossesse ! Ce sont les mêmes qui cautionnent la guerre ou encore la peine de mort et qui se posent en défenseurs de la vie.

L'avortement n'est pas un moyen de contraception ; il reste l'ultime recours face à une situation dramatique née de violence ou d'ignorance. La femme qui souffre en pratiquant l'interruption volontaire de grossesse se retrouve dans la situation tragique d'être isolée ou répudiée.

La femme doit avoir le droit de n'être mère que quand elle l'aura voulu, après mûre réflexion, en passant outre sur la morale chrétienne qui brûlait ces femmes habitées d'un corps non désiré.

Ce droit de choisir librement s'amorce bien évidemment par une information sexuelle rendant la femme responsable de son corps et non pas comme aujourd'hui où elle reste quelquefois égarée, désorientée face à son sexe.

C'est aussi le droit au plaisir, car l'acte sexuel ne se limite pas à la procréation. C'est bien évidemment le droit au libre amour chez les individus responsables et informés.

Pour arriver à cette émancipation féminine, ne se détachant nullement de l'émancipation de l'individu, il faut accroître l'information sur les divers moyens contraceptifs : la pilule, moyen hormonal visant à bloquer l'ovulation, le stérilet, moyen mécanique, empêchant la nidation de l'œuf ou le diaphragme, fermant le col de l'utérus à l'arrivée des spermatozoïdes... Une sexualité libérée des nombreux

tabous s'adresse également à l'homme qui possède des moyens de contraception étudiés : le préservatif masculin empêchant les spermatozoïdes de monter dans le vagin, la pilule masculine en vente dans les pharmacies est un moyen hormonal stoppant la fabrication des spermatozoïdes...

Nous pensons que ces nombreux moyens de contraception pourraient réduire considérablement les actes d'avortement et amener les individus à vivre en harmonie avec leur sexualité.

Toutefois, il faudra lutter contre cette classe prête à défendre avec force ses privilèges, les bourgeois et les curés montent la garde et dictent au pouvoir rose les limites à ne pas franchir ! Mitterrand, prêtre de l'unité nationale, accorde avec douleur le remboursement partiel de l'avortement, mais avec de multiples réserves.

Les anarchistes pensent que l'avortement doit être remboursé intégralement pour toutes les femmes, mineures ou non françaises ou immigrées, car il ne faudrait surtout pas favoriser les avortements clandestins ruineux et dangereux pour la femme. Ce cas de force majeure doit également se dérouler dans un laps de temps précis, car après 12 semaines de grossesse, c'est la méthode de curetage qui est appliquée et qui peut entraîner parfois des séquelles, telle une stérilité ou de graves problèmes infectieux.

Il existe bien évidemment des différences entre hommes et femmes, mais leur émancipation ne peut se dissocier. Libérés ensemble des nombreuses servitudes, ils se dirigeront vers une société débarrassée de ses hiérarchies et de sa morale dictée par la voix de Rome.

La lutte des femmes doit dépasser le terrain purement revendicatif ou réformiste et s'inscrire dans une lutte contre toutes les formes de pouvoir, de hiérarchie. L'individu doit continuer sa lutte et affirmer son projet global de société.

Sylvie et Roger
(Groupe de Versailles)



Libération de René Bour

Ainsi que nos lecteurs ont pu l'apprendre par les quotidiens nationaux, René Bour, grâce à la solidarité active de tous ceux qui se sont manifestés pour qu'il soit amnistié (et en particulier grâce à l'action du comité animé par Maurice Laisant et aux appels quotidiens de Radio-Libertaire), a été grâcié.

Nous espérons qu'il retrouvera entièrement la santé, santé qu'il a failli perdre, ainsi que la vie, au cours de son épuisante grève de la faim. Une fois de plus, la « générosité » social-démocrate a montré son vrai visage, et seule l'action déterminée de l'opinion publique a pu obtenir la libération d'un prisonnier politique.

Fédération anarchiste

ÉDITORIAL

« LES Argentins devront s'en retirer par la négociation ou la force », a déclaré madame Thatcher. Le ton monte. L'arrogance des protagonistes accélère le processus spécifique à ces conflits : l'escalade des moyens mis en œuvre et les tentations d'imposer la seule solution armée. Les pays industrialisés se solidariseront avec la Grande-Bretagne. Celle-ci en profite pour ne pas montrer ses efforts de bonne volonté réclamés par les dix et prix de leur solidarité en matière agricole.

L'Argentine se tourne vers ses voisins et avance contre le capitalisme occidental une force tiers-mondiste. La solution négociée pâlit au fil des heures. Les uns en appellent à l'autodétermination des habitants, les autres dénoncent l'impérialisme anglais.

Qu'ont-elles de britanniques ces îles du bout du monde ? Les menées nationalistes d'un Etat fasciste sont-elles de nature différente des visées impérialistes classiques ? La population même de ces îles rassemble resserrants argentins et britanniques.

Cette guerre en Atlantique-Sud s'assimile davantage à des essais des technologies américaines et soviétiques qu'à une « croisade du bon droit ». Elle engage les protagonistes dans un processus d'affrontement direct de blocs : les intérêts des hommes concernés leur sont étrangers.

Le conflit des Malouines est un test meurtrier mené par les puissances impérialistes au détriment des peuples présents. Il revient aux classes ouvrières engagées de refuser cette logique en imposant l'unique solution crédible : LA PAIX IMMÉDIATE.

NON AU NUCLÉAIRE

Les 29 et 30 mai, à Golfech, se déroulera, à l'appel de la Coordination Golfech et de la Coordination nationale antinucléaire, une mobilisation massive contre le nucléaire civil et militaire.

Venez nombreux manifester avec la Fédération anarchiste contre l'implantation d'une centrale à Golfech et la politique du nucléaire engagée par le gouvernement.

La librairie Publico sera fermée exceptionnellement le samedi 29 mai en raison du congrès de la F.A.

SUITE DU CONFLIT A
LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

APRÈS la manifestation du 13 mai dernier qui a rassemblé trois mille personnes et qui s'est achevée par l'occupation des locaux du siège social et de l'agence centrale de la Société générale par 1 500 manifestants, tandis qu'une délégation syndicale était reçue au ministère des Finances, aucune issue à ce conflit ne semble devoir intervenir à court terme. La délégation au ministère des Finances s'est heurtée à une fin de non-recevoir que ses membres ont ainsi résumée : « Il nous a été confirmé qu'il n'y avait plus aucune marge de négociation à la Société générale et qu'en tout état de cause, on ne pouvait pas obtenir tout de suite les 35 heures et la progression des salaires !... ».

De son côté, la direction de la Société générale a maintenu sa position qui consiste à ne rien proposer, mais elle a annoncé qu'elle paierait les journées de grève à 20% et à 35% pour ceux qui seraient prêts à fournir l'effort nécessaire (heures supplémentaires, etc.) pour rattraper le retard pris dans le travail. Ce à quoi les grévistes ont répondu que ce point ne serait abordé que lorsque les revendications auront abouti.

Le gouvernement soutient la direction de la Société générale ; la CGT baisse peu à peu les bras, même si certains de ses délégués affirment (dénonçant implicitement l'attitude de leurs dirigeants) être solidaires des mouvements en cours ; FO ne sait plus trop quelle attitude adopter. Manifestement, les syndicats sont poussés au cul par une majorité de grévistes non syndiqués, et il faut comprendre l'embarras de beaucoup de ceux qui portent les badges CGT (principalement). La CFDT est la seule organisation à avoir soutenu sans condition le mouvement (du moins jusqu'ici) et à y avoir mis toute son énergie. Je suis convaincu que ce mouvement de la Société générale devrait s'étendre à l'ensemble de la profession, qu'il y a nécessité de rejoindre partout où il y en a les travailleurs en lutte, de Citroën et d'ailleurs, car dans le fond tous ces mouvements portent en eux (et c'est cela le plus positif) la remise en cause des hiérarchies et des pouvoirs politiques et autres.

Un compagnon de la Société générale

Abonnez-vous



à rebrousse-poil

Le meilleur Parti socialiste

Patrons, gros ou petits, suivez le guide. Il vient de paraître. Une discrète pub dans les feuilles spécialisées vous explique clairement : « Prêts, subventions, avances, remises... Votre entreprise peut bénéficier des aides de l'Etat. A condition de les connaître, bien sûr. Pour vous y aider, voici un nouveau guide, complet et actualisé en permanence : *Le Recueil national des aides économiques aux entreprises*, réalisé sous le patronage de l'APCCI avec le concours financier du ministère de l'Industrie. »

Cent-quarante aides, 1 200 adresses d'organismes. C'est, nous dit-on, « un outil indispensable pour tirer le meilleur parti de la conjoncture ». Comme c'est dit avec élégance !

Et qu'est-ce que cette conjoncture dont on peut soutirer la substantielle moëlle ? C'est le changement dans la continuité, pardi ; ce sont les carcasses de Mauroy, les gentillesses de Delors ; c'est le so-

cialisme aux couleurs de la rose, quoi !

Et qui est-ce qui est le roi des conjonctures dans cette histoire ? Mais voyons, le contribuable. Tribuable et corvéable à merci.

S.B.



La mémoire courte

Récemment, la télévision nous a montré des documents d'époque sur la guerre d'Algérie, pardon, sur les « zévénements » d'Algérie. Il était intéressant de noter que notre bonne chaîne unique d'alors (infos télévisées, 5 colonnes à la une, etc.) ne

montrait que le côté français. On a assisté à un one man show gaullien, aux appels partant en Algérie, mais pour connaître le point de vue algérien FLN, heureusement, il y avait la TV helvète !

Mais le meilleur fut le document de la moralisante BBC britannique qui déclarait alors : « Il ne faut jamais répondre par les armes, même en cas de provocation ! »

C'est mal (ou) in, ça !

J.-P. B.

Cocus avec la droite

Lors d'une interview du général Buchalet, participant à la préparation de la première bombe A française, puis devenu PDG de Framatome, il déclare à des cinéastes suédois, Carl-Henrick, Cécilia Suenstedt et Cécilia Zadig : « Nous avons travaillé dans le secret le plus total pour la mise au point de la bombe A pendant deux ans, vu les problèmes politiques que cela soulevait à l'époque » (qui dit secret total dit illégalité et maintien dans l'ignorance du peuple, du Sénat, des députés).

Doublement cocus avec la gôche

Répondant aux critiques de députés socialistes danois sur la politique de défense nucléaire française, Mitterrand déclare que le choix nucléaire avait été fait en France il y a un quart

de siècle « contre son sentiment » et qu'il fallait respecter le choix des Français.

Louis XVI aussi respectait le choix des Français, le pövre, il en perdit la tête. Dansons la Carmagnole...

des !

C'est la grande messe nucléaire qui commence, chacun son hostie... La papauté n'a pas encore pris position sur cette pilule, mais cela ne saurait tarder !

J.D.

Allez France !

Le chauvinisme-patriotisme est tel que sur un champ de batailles ou sur un stade de foot-ball, les rapports entre deux pays sont les mêmes. Ainsi (on a appris que) si le conflit des Malouines n'était pas résolu d'ici fin mai, l'Angleterre (suivie de l'Irlande et de l'Ecosse) se refuserait à participer à la coupe du monde foot-ball, pour ne pas risquer d'y rencontrer l'Argentine ou l'un des pays qui la soutienne dans le conflit.

Il se trouve que l'Angleterre et la France sont dans le même groupe et devront se rencontrer le 16 juin prochain. Or, les Français considèrent les Anglais comme des adversaires assez dangereux. L'absence anglaise en Espagne arrangerait plutôt les affaires de la France. Moralité, un bon supporter français doit non seulement acheter les disques, posters et autres merdes pondues pour la circonstance mais doit même militer activement (il faut aller jusqu'au bout de son raisonnement !) pour la poursuite de la guerre...

G.L.



Pilule antinucléaire

Les risques d'accidents liés au fonctionnement des centrales nucléaires sont si faibles que les technocrates américains de Sequoyan (Tennessee) vont distribuer plus de 7 000 pilules dans un rayon de huit kilomètres autour de l'inoffensive centrale ! Ces dragées à base d'iode de potasse sont censées réduire l'absorption des vapeurs radioactives par les glandes thyroï-

Le président de la République, cinq ministres, deux secrétaires d'Etat présents à la séance de clôture du XXX^e congrès de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), qui s'est tenu à Bordeaux du 6 au 9 mai, voilà qui montre l'intérêt que porte le gouvernement de gauche à la mutualité.

Nous avons vu, dans une série d'articles parus récemment dans *Le Monde libertaire* (1), que la mutualité, au cours de son histoire, a connu tour à tour la faveur ou l'hostilité du pouvoir, quel qu'il soit. Sous les gouvernements de droite de la V^e République, l'hostilité, sourde au débat sous de Gaulle, s'est transformée en guerre ouverte sous Giscard d'Estaing. Aujourd'hui, la roue a de nouveau tourné, ce sont les bons rapports qui semblent s'instaurer, ce qui est somme toute logique si l'on s'en tient aux intentions affichées. C'est ainsi que le président socialiste de la République a assisté à un congrès mutualiste, ce qui ne s'était pas vu depuis 1913. Un congrès qui a connu une participation record, puisque 3 500 délégués ont participé aux travaux.

Les gouvernements de droite de la V^e République, représentants directs du capitalisme libéral — surtout sous Pompidou et Giscard d'Estaing — ont tenté de réduire l'importance du secteur de l'économie sociale composé des associations à buts non lucratifs, des coopératives et de la mutualité. Il s'agissait alors de redonner au secteur « libéral » — le secteur à but lucratif — une grande partie des activités du secteur social, qui draine plusieurs milliards de francs lourds. Le morceau étant gros et ne pouvant être avalé d'un coup, nous avons assisté au cours de ces dernières années aux attaques, tantôt insidieuses tantôt brutales, des hommes politiques du grand capital contre la mutualité, notamment.

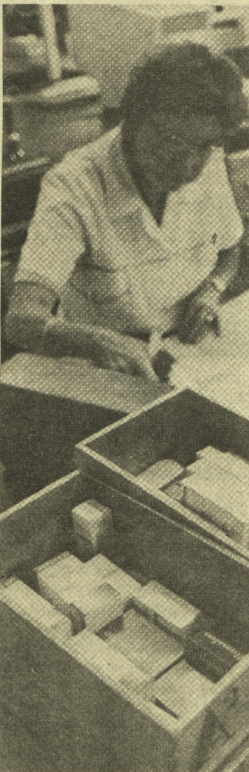
Le gouvernement socialiste, lui, veut au contraire s'appuyer sur le secteur de l'économie sociale, ce qui lui permettra, avec les nationalisations, de disposer de puissants moyens financiers pour résister à la pression du capital privé. La question de savoir s'il y parviendra est une autre affaire !

Dans sa résolution générale, le congrès a réaffirmé certains principes intangibles de la mutualité et a souligné son souci de s'adapter aussi à l'évolution de la société.

Ainsi, le congrès a précisé que la mutualité doit rester un mouvement de solidarité et de prévoyance, indépendant — mais pas neutre — de toute allégeance ou obédience ; la mutualité doit affirmer ses propres positions. Ce qui est nouveau, c'est un appel pour que le mouvement mutualiste accepte « une structure exigeant plus de discipline dans laquelle s'exercera l'esprit créatif de ses membres ». Il est vrai que les 500, environ, sociétés qui composent la Fédération nationale de la mutualité française ont donné jusqu'à présent une image quelque peu désordonnée de leur comportement.

Le mouvement mutualiste se trouve confronté au phénomène actuel de concentration. Il s'agit pour lui de concilier les nécessités d'une gestion saine et efficace et les impératifs absolus de rester près du mutualiste. Pour cela, il est recommandé aux so-

LE XXX^e congrès de la F.N.M.F.



ciétés mutualistes de base de se regrouper dans les unions mutualistes départementales qui, seules, ont les possibilités financières et matérielles de gérer par des méthodes modernes les activités des sociétés, et de créer des centres médicaux, centres dentaires, d'optique, etc., au service de tous les mutualistes. Mais, ainsi, les sociétés mutualistes de base continuent d'exister dans les entreprises, dans les collectivités : elles peuvent rester près des préoccupations des salariés.

Le congrès a demandé la nationalisation totale de l'industrie du médicament, ce dernier ne pouvant être considéré comme une marchandise pareille aux autres.

Entre autres, la résolution générale insiste aussi « sur le respect des tarifs conventionnels de la Sécurité sociale en matière d'honoraires médicaux, aussi bien par les praticiens que par tous les organismes de protection sociale et d'assurances de toute nature ».

La liberté de création d'œuvres sociales est revendiquée avec force. Le poids de toute la mutualité ne sera pas de trop face à la résistance réactionnaire du secteur libéral. On a vu que les pharmaciens de l'Ile-de-France se sont mis en grève et ont manifesté lorsque la Mutuelle nationale de la presse et du livre a inauguré sa pharmacie mutualiste, le 29 avril. Cette pharmacie est pourtant la seule pharmacie mutualiste de Paris et de la région parisienne (12 millions d'habitants) (2) contre près de 4 000 officines commerciales !

Enfin, la grande question de ce congrès, c'était la prévention des maladies. La mutualité s'est engagée résolument dans ce domaine. « Par son action et sa réflexion, la mutualité contribue à la diffusion d'une conception étendue de la protection sociale dont l'objectif est non seulement de réparer les conséquences des risques sociaux, mais aussi d'intervenir sur leurs causes, que celles-ci procèdent du comportement des individus ou de l'environnement. »

Actions générales, donc, pour une information et une éducation sanitaires, mais aussi actions dans les entreprises pour lutter contre les mauvaises conditions de travail affectant — à plus ou moins long terme — la santé des travailleurs.

Voilà, très schématiquement tracé, ce qui ressort du congrès de Bordeaux de la FNMF qui, rappelons-le, regroupe 12 millions de cotisants, ce qui représente environ 23 milliards d'ayants droit (3).

Le nombre, l'enthousiasme des congressistes peuvent justifier certainement le thème général du congrès : « La mutualité : un idéal, une force, une volonté novatrice ! »

André DEVRIENDT

(1) Voir les numéros 431, 432, 433, 436, 438, 439, du « Monde libertaire ».

(2) Si l'on excepte une toute petite pharmacie mutualiste à Puteaux.

(3) L'importance de ce congrès n'a pas échappé au mouvement syndical : toutes les centrales syndicales avaient envoyé leurs secrétaires généraux !

LE CONGRÈS DE METZ

DANS *Le Monde libertaire* de la semaine dernière, l'essentiel des débats qui doivent avoir lieu au congrès de Metz sur l'orientation de la CFDT a été abordé. Il ne faut pas pour autant omettre de parler de deux autres thèmes concernant des problèmes de structures et qui ont aussi leur importance.

La CFDT découvre les minorités et veut leur faire une place. Cette intention pourrait paraître fort louable si elle ne cachait pas d'autres objectifs.

La mixité

Ainsi, le débat sur la mixité des instances syndicales propose d'instaurer des quotas de présence féminine, dans un premier temps au bureau national. Cela signifie que si les femmes candidates n'obtiennent pas assez de voix pour être élues, elles seront élues quand même ! Appelez cela comme vous voulez ; pour ma part, j'appelle cela cooptation, du fait que les candidates sont imposées par l'instance confédérale sortante !

C'est d'autant plus grave que cela ne résoudra en rien le problème de la trop faible présence des femmes au niveau où se prennent les décisions. Pourrait-on nous dire où sont les femmes des responsables confédéraux ? Leurs camarades-maris les confinerait-ils dans les tâches ménagères pour pouvoir mieux militer ?

Car la réalité est bien là ! Il faut bien sûr se garder de tout réduire à un problème individuel ; il faut bien sûr parler de la mixité et tout mettre en œuvre pour que au moins rien ne rejette la présence des femmes dans les structures syndicales ou autres ; mais les quotas ne résoudront rien, ils ne serviront qu'à masquer une réalité qu'il faut combattre par tous les moyens, pas seulement dans l'action syndicale, mais aussi à la maison !

Les retraités

Une autre minorité : les retraités. Eux aussi doivent avoir une place plus importante dans la confédération. Aussi, il est proposé au congrès que les retraités puissent s'organiser en syndicats de retraités, dotés d'une fédération et d'une représentation avec droit de vote au congrès confédéral. Que cherche-t-on au juste ? C'est simple. Les retraités qui veulent poursuivre leur activité militante s'insèrent le plus souvent dans les structures interprofessionnelles (UD, UL) ; la volonté de plus en plus affirmée

à la CFDT d'empêcher ces structures de fonctionner en les plaçant sous le contrôle des unions régionales a réduit énormément les possibilités d'intégration des retraités dans les structures syndicales.

Alors que faire ? Machine arrière, toutes, pendant qu'il en est encore temps ! Il est urgent de redonner vie et autonomie aux groupements interprofessionnels et non de créer de pseudo-corporations qui n'en sont pas !

Les débats oubliés

Il n'est certes pas possible de soumettre au débat tous les amendements qui ont été déposés ; ce serait fastidieux et inutile. Mais il faut reconnaître que les choix effectués par la confédération laissent de nombreux points dans l'ombre.

Admettons que la planification démocratique, adoptée lors de précédents congrès, n'ait pas besoin d'une nouvelle consécration. Il n'en est pas de même de propositions radicalement nouvelles qui se situent dans son prolongement. L'objectif de la création de conseils d'ateliers dans les entreprises nationalisées est de celles-là. Il est anormal que le congrès ne soit pas amené à en discuter et à la voter.

Quel contenu donnera-t-on précisément à ces conseils d'ateliers ? On se contentera d'en discuter dans des commissions de travail dont le résultat sera, lui, soumis au vote des congressistes. Mais comme on n'en connaît pas l'avance les résultats, les syndicats de base ne pourront pas donner à leurs délégués un mandat précis.

On ne discutera pas non plus à Metz de l'engagement de la CFDT dans les comités locaux de l'emploi, organismes paritaires chargés de lutter contre le chômage en élaborant des plans de relance de l'activité économique locale et régionale. On réclame pour les militants qui y participent des temps de délégation et une protection juridique ; fort bien, mais qu'y feront-ils ? Ne peut-on pas d'abord discuter de l'utilité de tel engagement dans une mécanique qui mène tout droit à la cogestion avec le patronat, en l'aidant à trouver les moyens des restructurations dont il a besoin ? Les licenciements planifiés démocratiquement en quelque sorte. De plus, la plupart des structures interprofessionnelles étant inexistantes ou super contrôlées par les unions régionales, qui contrôleront les propositions qui y seront faites ? Sûrement pas les sections syndicales concernées...

Cette question nous amène tout naturellement à un autre débat oublié, celui des négociations à froid dont la CFDT se fait de plus en plus une spécialité. Qu'on se souvienne de l'accord du 17 juillet 81 sur les 39 heures et du tollé qu'il avait provoqué dans les syndicats CFDT qui avaient majoritairement critiqué la signature de leur confédération. Cette stratégie qui mène à l'impasse avait décidément trop de chances d'être rejetée. On se contentera donc d'affirmer que « la négociation est partie intégrante de l'action », sans évoquer d'exemples trop précis et douloureux. Ce qui permettra aux dirigeants de continuer dans cette voie, y compris contre l'avis des syndicats.

Pour les structures et leur mode de fonctionnement, on estime bien entendu qu'elles sont bien rodées. Le rappel du nécessaire fonctionnement démocratique dans le cadre du fédéralisme (eh oui !) doit bien laisser un goût amer dans la bouche de ceux qu'on a exclus il n'y a pas si longtemps ou qui se font régulièrement rappeler à l'ordre.

Les propositions visant à demander aux syndicats de faire prélever automatiquement leurs cotisations sur leur compte-chèques va être adopté, en dépit de nombreuses réticences. Fort heureusement, rien ne peut obliger un adhérent à accepter un tel procédé et les différents syndicats seront libres — pour l'instant — de s'engager ou non dans cette voie.

Et le recentrage dans tout ça ?

Voilà donc tous les débats importants, qu'ils concernent l'orientation ou les structures de la CFDT, qui ne seront pas abordés lors du congrès de Metz. Cela fait beaucoup d'omissions pour un débat « réellement démocratique ».

Il ne restera plus, à tous les syndicats qui ne partagent pas l'essentiel de l'orientation proposée, qu'à voter contre. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est Edmond Maire ! Mais dans son interview parue dans *Syndicalisme-Hebdo* du 6 mai, il affirme également qu'il faudra voter pour le projet d'orientation, même si des oppositions mineures subsistent. Sur-tout pas d'abstentions !

C'est bien là que se situe l'enjeu principal du congrès de Metz. Si le congrès de Brest, en 1979, avait servi à consacrer le recentrage amorcé un an plus tôt par la direction confédérale, le congrès de Metz doit servir à rallier au recentrage tous ceux qui, militants au PS ou du PSU principalement, avaient mal digéré les distances que la CFDT avait prises par rapport au jeu politique.

Après avoir tenté de retrouver des accents plus syndicalistes pour faire admettre le recul de la CFDT sur de nombreuses revendications, il s'agit maintenant d'écrémer le contenu du recentrage pour n'en garder que les aspects les moins reluisants, ceux qui mènent à la cogestion de la crise avec le pouvoir.

Recentrer le recentrage, en quelque sorte...

Alain SAUVAGE

A l'Assemblée nationale, la nouvelle majorité a planché sur les textes du très austère Code du Travail qui régit les relations conflictuelles ou non qui existent entre les travailleurs et leurs patrons. Ça peut sembler à première vue superflu quand on pense que seule l'action des travailleurs peut faire avancer la révolution sociale, mais en attendant, il faut se battre avec les armes qui existent. D'ailleurs, PS et PC ne sont pas les seuls à s'intéresser à cette question car la droite, RPR et UDF en tête, frémit quand on touche un tant soit peu au pouvoir disciplinaire-des chefs d'entreprise.

Qu'y a-t-il de vraiment changé ? (rien n'est encore définitif, ça doit encore discuter...) Pas grand-chose, à part le rôle de l'inspecteur du travail. Ce sont plutôt de courtes extensions sur les garanties pour les salariés, les recours devant les prud'hommes et la définition des opinions politiques, syndicales, et religieuses dans l'entreprise. Ce qui raccourcit pas mal le champ des « libertés des travailleurs ». Comme l'a rappelé Auroux, « l'entreprise est un lieu de travail avant d'être un lieu de débat... » Ce qui valait à la fois de garant pour le patronat et de frein aux communistes. Tous d'accord pour produire encore plus pour contribuer à l'essor économique de la France !

LE CHANGEMENT DANS LE CODE DU TRAVAIL

Un an après le départ de Giscard, le Code du travail est un peu amélioré, alors qu'après les « événements de 68 », le patronat avait été obligé de reconnaître la section syndicale dans l'entreprise, même avec la victoire de la droite aux élections. Comme quoi les travailleurs gagnent plus au travers des luttes qu'en se reposant sur une majorité de gauche au Parlement !

Tout ceci n'est pas terminé, mais le rôle de l'inspecteur du travail semble en voie d'être considérablement élargi. Avant, l'inspecteur du travail, même de bonne foi, se contentait de faire respecter la loi et de constater que « des choses n'allaient pas bien ». Et de se désoler quand il ne pouvait aider les travailleurs à lutter contre les licenciements (« Le Code du travail ne m'aide pas... »). Ça reste bien sûr dans la tiédeur du gouvernement socialo-communiste, mais ça effraye quand même la « droite-nouvelle opposition ». Ainsi, présentant un amendement visant à grignoter un peu le rôle de l'inspecteur du travail, un député de l'UDF, M. Millon, a déclaré : « L'inspection du travail dispose de pouvoirs exorbitants du droit commun — la possibilité de pénétrer à tout moment dans l'entreprise. Elle va jouer, de surcroît, d'un statut particulier, tenant à la fois du pouvoir judiciaire, de la fonction publique et de l'autorité administrative. » Ce à quoi lui a justement répondu Auroux (dans le mille, une fois n'est pas coutume !...) : « Derrière les attaques contre l'inspection du travail, je devine la volonté de la supprimer ! ». Comme il est dit plus haut, les parlementaires doivent encore se réunir et débattre sur les limites à accorder à l'extension du droit des travailleurs dans le code du travail. Comme toujours, il y aura quelques points positifs (comme le rôle de l'inspecteur du travail), mais d'autres questions ne seront sûrement pas abordées. Comme celle des entreprises avec peu de salariés (PME et compagnie) où les heures supplémentaires et les cadences rendent caduques les « efforts » gouvernementaux pour la réduction (sic) du temps de travail. Qu'il est difficile de vouloir relancer l'économie française tout en prêchant l'austérité à des travailleurs qui font 50 heures par semaine pour pas beaucoup plus du SMIC ; pas vrai, camarade Delors ?

Un autre problème de fond était présent dans les discussions du Parlement : l'expression politique dans l'entreprise. On peut naïvement se demander ce qui pousse le Parti communiste à revendiquer haut et fort l'expression politique au sein de l'entreprise. En effet, il est de notoriété publique que l'appareil communiste a plus qu'une grosse influence à la CGT. Apparaître en tant que PC à côté de la Confédération générale du travail ajoutera-t-il du brillant à la stratégie de l'équipe du Colonel-Fabien ? Les socialistes ne seraient pas chauds pour entériner le truc. Comme l'a dit le sémillant Edmond Maire, cela avantagerait-il à la fois les communistes et la droite ? Il est vrai que le PC est souvent plus vigoureux à la base que le PS, mais le problème est autre part. Sans trop développer le thème de l'unité du mouvement ouvrier qui se trouverait une nouvelle fois écartelé, il y a la question de principe des rapports partis/syndicats. En effet, demandez à un militant d'extrême-gauche pourquoi il considère que demander dans les statuts de la CGT le non-cumul des mandats politiques et syndicaux dans les organes de direction n'est pas efficace. L'appareil du PC, répondra-t-il, est suffisamment présent pour rendre cette proposition inopérante. Pourquoi alors le PC ne s'offre-t-il pas le luxe de montrer une preuve de l'indépendance de la CGT ? Pour une question de principe ! Il y a des gens (PC, PS, extrême-gauche divers...) qui considèrent (sans le dire, bien sûr), que le parti politique doit diriger la structure syndicale, qu'il est donc normal qu'il apparaisse en tant que tel dans l'entreprise.

Il y a pourtant mieux à faire dans le syndicalisme aujourd'hui qu'à vouloir apparaître légalement comme une direction éclairée. Entre l'intégration au système d'Etat et l'influence néfaste de l'interclassisme organisé, les travailleurs doivent trouver leur propre voie vers l'émancipation sociale.

Jean-Pierre GERMAIN



DANS le but de réviser la loi concernant l'objection de conscience, le cabinet Mauroy a donc réuni une commission consultative à laquelle participent différents mouvements pacifistes, organisations d'objecteurs, mais aussi l'armée et des représentants des différentes Eglises. Nous avons vu dans le précédent *Monde libertaire* combien était regrettable et dangereuse la participation de certains antimilitaristes à cette commission qui finalement se révélera être une arme au service de la politique répressive de l'Etat.

D'ailleurs, en analysant de plus près les différentes propositions avancées, on s'aperçoit que la compromission va encore plus loin. Ainsi, l'une des revendications du Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) et du Service civil international (SCI) est la création d'une commission tripartite formée de façon paritaire par des représentants du gouvernement, des regroupements d'associations accueillant des objecteurs et des représentants élus d'organisations d'objecteurs. Cette commission aurait pour but de gérer administrativement les objecteurs et le service civil.

Comme nous le voyons là, l'antimilitarisme perd toute sa signification, se trouve dénaturé. Il ne s'agit plus de lutter pour la disparition d'une société militariste, mais au contraire de participer à sa gestion au grand profit des privilégiés. De même quand le Mouvement pour une alternative non violente

(MAN) répète en toute occasion : « ... il ne s'agit pas de refuser de défendre, mais de travailler à une autre défense... », mais défendre qui ? Défendre quoi ?

Voilà qui, à chaque fois, revient à tenter de nous faire oublier nos antagonismes de classes

nos sociétés de classes pour mieux défendre l'ordre établi ! Il ne s'agit pas là de refuser en bloc les méthodes non violentes, mais de refuser d'en faire un but quand elles ne sont qu'un moyen ; refuser aussi ce faux débat « violence/ non violence ». Comme le disait Mala-

avocat... comme si la justice bourgeoise méritait notre confiance !). Nous devons aussi refuser de cautionner le Service national, c'est-à-dire ne pas participer à l'élaboration d'un service de remplacement. Que signifient ces notions de bénévolat, d'« intérêt général » ? Sinon

mes. L'intérêt général, c'est notre lutte contre la militarisation, contre l'exploitation.

Enfin, n'oublions pas que notre antimilitarisme va bien plus loin que l'objection, lui-même ne devant pas devenir une fin en soi, mais seulement l'un des fronts dans notre lutte à mener contre le capitalisme. Le militarisme trouve ses causes dans nos sociétés de classes (donc étatiques) ; l'armée n'est pas un mal abstrait, mais un appareil répressif indispensable aux minorités au pouvoir (pour défendre leurs privilèges et forger les esprits des opprimés).

Pour lutter contre une militarisation toujours croissante de la société, il est donc indispensable de reconstruire un vaste mouvement antimilitariste, mais sur des bases claires ! Car on en arrive vite à ne plus savoir pourquoi on lutte. Je pense donc indissociable l'action du groupe spécifique antimilitariste et celle menée par l'organisation anarchiste. Cette clarté éviterait au mouvement antimilitariste bien des égarements. Nous savons à la fédération anarchiste que nous sommes antimilitaristes parce qu'anarchistes, et nous savons aussi que l'avènement d'une société libertaire (seule société ne portant pas en son sein le militarisme et la guerre) passe par la construction d'une puissante organisation anarchiste.

Voilà le sens de notre combat pour un monde débarrassé des militaires et de la guerre.

Jean-Michel
(liaison FA de Noyon)

ANTIMILITARISME OÙ VAS-TU ?

pour conforter l'idée d'une nation composée d'individus ayant tous les mêmes intérêts. Or cela, c'est tenir le même langage que les militaires qui, eux aussi, sont « au service de la nation », c'est-à-dire « au service de tous ». Cela, c'est faire du militarisme, et sûrement pas le contraire ! Le MOC va même jusqu'à réclamer un service civil qui « ... puisse être d'une réelle utilité... (question : pour qui ?) en assurant à tous une formation aux méthodes de défense non violente... ». A quand les cours obligatoires de non-violence ? Au niveau de l'embrigadement, il existe aussi un militarisme non violent, la preuve !

Quand on regarde de près la composition de cette commission consultative, on s'aperçoit qu'il est finalement logique de retrouver ces gens à la même table que les représentants des différentes Eglises ; celles-ci ayant toujours essayé de nous cacher la véritable nature de

testa, les anarchistes, voulant transformer la société, sont révolutionnaires et « de ce point de vue, la violence n'est pas en contradiction avec l'anarchisme et ses principes ». Nous n'oublions de la violence que si on nous y contraint, mais « nous réclamons pleinement et totalement ce droit de légitime défense ».

Face à cette situation, quelles doivent être les propositions libertaires ? Si nous pouvons rejoindre certaines revendications comme le droit à l'objection pour tous motifs et à tout moment, de même que la suppression du décret de Brégonçon, il nous faut être intransigeants sur bien d'autres points : affirmer notre refus de tout contrôle, de tout jugement de nos opinions et réclamer purement et simplement la suppression de la Commission juridictionnelle — quand certains proposent qu'elle devienne une véritable instance judiciaire avec possibilité d'appel et assistance d'un

vouloir renforcer encore le sentiment que nous appartenons tous à une même communauté, c'est-à-dire renforcer le nationalisme ! Le service civil est d'ailleurs si peu révolutionnaire qu'il est même envisagé par des politiciens de droite comme de gauche. Citons pour exemple M. Debré qui avait déposé un projet tendant à l'extension du Service national par l'institution d'un service civil qui aurait également touché les jeunes femmes, à l'exception de celles chargées de famille. Bien sûr, ce projet a été momentanément repoussé, mais pour combien de temps encore ? Face à la remise en cause du service militaire par de nombreux jeunes, le service civil peut même être une alternative pour le pouvoir, de nombreux objecteurs ayant pensé qu'ils servaient de cobayes dans une expérience de service civil devant être un jour généralisée.

Pour nous, pas question donc de cautionner de telles réfor-

mat qui règne actuellement dans les taules, en exaspérant les enfermés jusqu'à porter à bout leurs actuels comportements responsables qu'elle veut nier pour parvenir à une situation explosive.

On voit dans quel projet s'inscrivent les prétendues revendications syndicales des matons ! Il ne s'agit pas de la revalorisation salariale : un surveillant commence avec un traitement supérieur à celui d'un maître-auxiliaire (oui, il est plus essentiel aux dominants de mieux rémunérer leurs géoliers que leurs enseignants), ni de danger, c'est un mensonge ! Dans cette fonction il n'y a pratiquement pas d'accidents du travail, encore moins de morts. C'est vrai que d'une façon assez ignoble les matons brandissent leur mort pour hurler lamentablement au danger de leur « métier » (passons sur le risque indéniabla d'une tendance à l'alcoolisme plus marquée que dans d'autres fonctions). Ni de la revalorisation de leur fonction ; quand on sait, après les révoltes de 1974, le refus de ces mêmes syndicats de voir évoluer la fonction de simple porte-clés vers une attitude d'éducateur qui, aussi contestable soit-elle, était une valorisation de la fonction de surveillant. Par contre, à l'inverse, un débouché de carrière est offert plus largement aux « éducateurs » que forme l'administration pénitentiaire : on leur permet de devenir géoliers, ce qui indique bien tout le sens d'être éducateur en prison ! Il est vrai aussi que les diplômés d'éducateur de l'administration pénitentiaire ne sont acceptés dans aucun autre organisme. Il ne s'ouvre aux « éducateurs » que la carrière de sous-directeur, voire de directeur de géoliers. Des géoliers-chefs en puissance, quoi !

Aussi, oser parler d'activité syndicale dans les revendications des matons, c'est bien être aux antipodes du sens vrai de ce que devrait être une pensée syndicale. Surtout quand les options des syndicats de matons sont déjà, elles-mêmes, en contradiction avec les choix des confédérations syndicales dont ils se revendiquent. Or, les syndicats de l'Union-Justice ont aussi opposé le refus des syndicats de matons de discuter du projet syndical des prisonniers.

Lundi, une intersyndicale FO, CGT, CFDT va faire grève pour obtenir le rétablissement des QHS, des QSR, de la peine de mort, démarches hautement responsables et de « progrès » social ! Par ce comportement, les matons empêcheront en plus la comparaison des justiciables devant les juridictions ; ils bloqueront donc des semaines et des mois des prisonniers qui, en plus, jusqu'à preuve du contraire, sont des innocents, essentiellement enfermés par excès de répression judiciaire. Ajoutons qu'ainsi les bonnes raisons de légalité viennent peu soucier les syndicats, puisque les matons violent la loi qui impose à tous de ne pas enfreindre les réquisitions à comparaître. Mieux, ils interdiront l'imprescriptible communication des prisonniers avec leurs défenseurs, les abandonnant à l'isolement total, l'absence intégrale des moindres garanties contre l'arbitraire.

Plus encore, les matons syndiqués refuseront d'assurer les visites des familles soit, en général, quelques vingt minutes par semaine où ceux qui les aiment ont la possibilité de les entrevoir.

Allons, quel sens syndical donner à cela ? Ce n'est que malveillance, mensonges, lâcheté, même dans le refus d'avouer leur volonté réactionnaire et démissionnaire, de reconnaître l'autre surtout quand il est le plus opprimé, le plus dépossédé. Que le syndicalisme se fasse le complice de cela est grave.

Quant à la rencontre avec les divers syndicats de l'Union-Justice CFDT, la pierre d'achoppement suivante fut que légalement il est difficile de concevoir un syndicalisme de prisonniers. Quand on parle du syndicalisme étudiant, il est répondu qu'il n'est pas évident qu'il s'agisse de syndicalisme. Quand on parle du syndicalisme judiciaire de fonctionnaires de justice, on nous rétorque qu'on entre dans un autre débat. En fait, tout ceci n'est que prétexte pour occulter la vraie crainte qui hante ces syndiqués : celle de voir disparaître les prisons et donc de rendre inutiles leurs fonctions qui consistent essentiellement à la gestion de cette malfaisance pour la communauté sociale qu'est la prison et toutes les techniques d'enfermement.

Mais rassurez-vous, messieurs les syndicalistes en place : les prisonniers refusent de se voir récupérés par tout syndicat où se trouve des représentants de surveillants, sachant pertinemment qu'il est impossible de ne point être, alors, trahis et trompés, comme dans le slogan fameux et incohérent : « Prisonniers et surveillants, même combat ! » On a vu ce qu'il en a résulté en été 74. Les prisonniers n'ont pas la mémoire si courte.

Nous avions pensé que la conscience syndicale CFDT était avant tout tournée vers les combats d'avant-garde, que les responsables syndicaux étaient des éléments de pointe d'une volonté de progrès réel donc de réappropriation par chacun d'un espace social, d'une place lui convenant dans la communauté. En fait, nous n'avons entendu que des remarques mièvres, rétrogrades, démissionnaires, propres à retarder tout engagement réel.

La conclusion qui est ressortie de cette rencontre est : « Certes, la situation actuelle est inacceptable, la Chancellerie n'a pas de projet de réforme pénitentiaire quoi qu'on en dise ; mais ce qu'il faudrait actuellement, c'est que les prisonniers agissent dans la clandestinité, et on verra » Autant dire que pour cela il n'était pas besoin de rencontrer ces syndicats. Déjà des prisonniers ont constitué des groupes de réflexion, des projets syndicaux, des déclarations allant dans ce sens. Pour que ces actes progressent, ne soient pas laminés par l'administration pénitentiaire et la « terreur » répressive des menaces judiciaires et donc voués à l'échec, toutes les formations responsables doivent reconnaître, soutenir cette volonté des prisonniers.

M. LOCQUIN

UN SYNDICAT DES PRISONNIERS

A la suite de prises de contacts avec les organisations syndicales, une rencontre a eu lieu dernièrement au ministère de la Justice. Les divers organisations syndicales ont proposé de débattre et d'essayer de dépasser les déclarations de principe, pour aller vers une concrétisation réelle de celles-ci. Les choses, on doit le reconnaître, ne sont pas entrées dans une phase objective d'action.

En effet, au nom des prisonniers qui ne peuvent encore guère espérer du fond de leur géoles être reconnus comme interlocuteurs responsables, nous étions présents à cette réunion pour communiquer les démarches connues de prisonniers déterminés à voir naître leur reconnaissance d'êtres, et non plus d'exclus, d'incapables, d'irresponsables, etc.

La prison reste, semble-t-il, un utile exutoire pour polariser sur les plus défavorisés (qui constituent la grande majorité de la réalité de la population enfermée dans les géoles, les hôpitaux psychiatriques, et qui va crever dans les asiles-mouroirs) ; tous ces lieux d'enfermement répondant au même refus fondamental de la communauté sociale de regarder les autres, dès que ceux-ci ne sont point en mesure de faire entendre sincèrement leur voix.

Qu'a-t-il résulté de cette rencontre ? En tout premier lieu, il faut le dire, les questions ont soulevé les problèmes d'ordre juridique, du type : « Dans la législation actuelle, l'action collective des prisonniers est interdite... Comment parler de projet syndical alors que les prisonniers sont absents du monde du travail, souvent même refusent le fait d'aller suer à l'usine huit heures par jour... », etc. On voit tous les clichés connus rejetant les prisonniers à ce ghetto de paresseux, d'irresponsables sociaux, d'inaptes à l'effort nécessaire pour accéder à une fonction sociale. Il semblait que l'essentiel ne devait pas commencer par aller buter sur le mur de la légalité actuelle, mais était de savoir si ce projet de syndicalisation de prisonniers était un pas en avant vers une harmonie sociale plus vraie. Certains réformistes voudraient voir naître le fait syndical au niveau des quel-ques enfermés ayant accès au travail pénal (moins de 20% des prisonniers). Or, c'est encore rester dans le cercle infernal des géoles et cela sans réel devenir d'une réappropriation responsable des enfermés par la prise de conscience du « Pourquoi être rejeté de la communauté sociale au point d'en être exclus » pour un temps plus ou moins long et avec souvent comme avenir un autre enfermement à plus ou moins court terme ». Cet insignifiant fait syndical, ne concernant qu'une minorité d'entre eux, pourrait avoir pour effet de détourner l'attente des prisonniers qui cherchent à s'exprimer de façon courageuse puisque totalement clandestine à l'heure actuelle et en plus dans un climat de provocation permanente et dangereuse de la part de l'administration pénitentiaire. Celle-ci attend de parvenir à pourrir le cli-

Le futur est arrivé. Nous l'avons rencontré l'autre soir grâce aux caméras de FR3-Lyon braquées sur l'« atelier flexible » de l'usine Renault Véhicules industriels (ex-Berliet) implantée à Andrézieux-Bouthéon, dans la banlieue stéphanoise. A la veille du débat sur les « droits nouveaux » des travailleurs, le ministre Auroux était venu inaugurer cet atelier... sans travailleurs !

Le balai des robots

L'homme n'est pas visible, en effet, dans cet univers d'automates. Huit robots se promènent, décontractés, entre sept machines. Il suffit de leur donner des pièces à l'état brut, à l'entrée de l'atelier, et ils s'occupent du reste. Ils apportent donc une pièce à une machine. Celle-ci, aussi « intelligente » que le robot qui la sert, « reconnaît » la pièce et choisit l'outil qui convient. Lorsque l'opération d'usinage est déterminée, un robot vient chercher la pièce pour l'amener à une autre machine, et ainsi de suite, jusqu'au terme du circuit. Les chariots changent eux-mêmes leur batterie quand elle est à plat.

Tous ces automates sont dotés d'un cerveau électronique qui reçoit les ordres d'un ordinateur. Les pièces usinées sont des carters de boîtes à huit vitesses pour poids lourds de plus de 15 tonnes. A pleine cadence, l'atelier sortira 70 carters par jour. Il faut, bien entendu, un homme en amont pour amener les pièces à l'état brut et un en aval pour recueillir les produits finis. La maintenance exige trois ouvriers d'entretien qualifiés par poste. Ainsi, trois équipes de cinq hommes permettent une marche en 3×8 .

Champions du monde !...

Auroux était ravi. Cette réalisation, a-t-il expliqué, va exactement dans le sens souhaité par le gouvernement socialiste, c'est-à-dire le développement des investissements qui améliorent la compétitivité des entreprises. Bien sûr, l'automatisation, a-t-il ajouté, doit se dérouler « avec concertation sur le plan social ».

La direction de RVI, elle, s'en moque des conseils de Monsieur le ministre. Elle se félicite bruyamment de ce qui est, selon elle, une « première mondiale » (on est plus fort que les Japonais, c'est tout dire !), et elle tient à préciser « qu'elle n'a pas peur des conflits ». A bon entendeur, salut... D'ailleurs, si les élus du comité d'entreprise n'ont pas été conviés à l'arrosage, les 570 travailleurs de l'usine n'ont pas été invités à jeter un œil sur cette merveille qui, même en l'an 2 000, sera encore, parait-il, à la pointe du progrès...

Les responsables syndicaux se bornent à déplorer « les risques de parcellisation des tâches et de déqualification des travailleurs ». La question mérite cependant une analyse plus approfondie.

La direction de RVI escompte « se hisser au plus haut niveau de compétitivité internationale » et tirer le maximum de profits d'un système de production qui a nécessité deux ans et demi d'études et coûté quatre milliards cinq cents millions d'anciens francs. Elle met surtout l'accent sur la souplesse de fonctionnement de l'ensemble qui permettrait de réaliser d'importantes économies sur les stocks. Mais il est évident que l'intérêt d'une telle opération réside surtout dans l'économie de main-d'œuvre. Certes, le fonctionnement d'une installation aussi sophistiquée exige la présence d'un personnel

de maintenance qualifié mais, en contre-partie, les temps d'usinages sont divisés par six par rapport aux procédés classiques ! Et c'est certainement là l'argument essentiel pour Renault-Machine-Outil qui a conçu et fabriqué l'atelier flexible d'Andrézieux-Bouthéon et a voulu en faire un modèle, dans l'espoir d'en vendre beaucoup d'autres en France et ailleurs...

L'atelier flexible de RVI est la manifestation la plus spectaculaire d'une évolution que connaît actuellement la technologie dans les domaines de la machine outil et des procédés de fabrication. C'est ainsi qu'en électricité, les automates sont en train de se substituer aux appareillages classiques. Toutes ces mutations tendent vers le même objectif : augmenter la productivité, réduire les coûts de main-d'œuvre.

LE BALAI DES ROBOTS EST-IL UNE DANSE MACABRE ?



Jean Auroux le jour de l'inauguration de l'atelier flexible

Une course sans fin

Ce n'est pas une nouveauté de dire que cette course à la productivité est aussi vieille que le capitalisme. On peut simplement constater qu'elle s'accélère.

La recherche du profit maximum et la concurrence amènent les capitalistes à abaisser sans cesse les coûts de production. Comptenu de la résistance des ouvriers, de leur lutte pour la diminution de la durée du travail et l'augmentation des salaires, cette réduction des coûts ne peut s'obtenir que par une rationalisation et une division du travail plus poussées et la mise en service d'outils et de procédés de plus en plus performants. Le co-

rollaire en est la baisse des effectifs nécessaires à la fabrication d'une même quantité de produits. D'où, également, crises de « surproduction » périodiques et chômage.

Sans oublier que le capitalisme n'hésite pas à recourir à la guerre pour tenter de surmonter ses contradictions, notamment en s'ouvrant de nouveaux débouchés et en mettant la main sur de nouvelles sources d'approvisionnement, nous devons reconnaître que les surplus de main-d'œuvre dégagés par les progrès de la productivité ont pu, dans le passé, être en partie absorbés par le développement d'autres activités. C'était la conséquence de l'apparition de nouvelles technologies, de produits nouveaux permettant un élargissement du marché, de la croissance du « tertiaire » et des secteurs publics... et aussi de celle des budgets d'armements.

Rien ne prouve qu'il en soit toujours ainsi. D'ailleurs il ne faut pas oublier qu'aux USA, avant le déclenchement de la crise en 1974, la masse des chômeurs représentait déjà, en permanence, près de 5% de la population active.

La crise actuelle commencée en 1974 a bien d'autres causes que le fameux « choc pétrolier ». D'autres facteurs se sont conjugués : déstabilisation du système monétaire, redéploiement des capitaux dans les pays à faible coût de main-d'œuvre et, précisément, le développement considérable de la productivité dans la décennie précédente, créant des excédents d'effectifs pour lesquels on ne voit plus, à court terme, de possibilités de réemploi.

Mais ce qui peut sembler paradoxal c'est que, dans cette période de crise, la concurrence est exacerbée et les industriels n'ont d'autres choix que... d'accroître encore plus la productivité !

En France, dans la sidérurgie, la chimie, l'électronique, c'est, grâce aux nationalisations, l'Etat qui prend le relais pour financer des investissements tellement considérables que les anciens actionnaires auraient été bien incapables d'y faire face.

Mauroy, Auroux, Delors et Cie nous affirment que ces investissements sont le seul moyen d'assurer la compétitivité de l'économie française, donc de relancer l'activité et de résoudre les problèmes de l'emploi. Sur ce dernier point, il est permis d'être sceptique car tous les gains de productivité se traduiraient encore par des réductions d'effectifs et, encore une fois, rien ne prouve que ces pertes d'emploi dans les secteurs concernés pourrissent être compensées par la création et le développement de nouvelles branches d'activité. Le risque est grand de voir se perpétuer, s'enraciner davantage ce chômage que l'on prétend ainsi combattre.

Alors, faut-il se dresser contre le progrès technique, briser les machines ? En vérité, il en est de la technologie comme de la science : tout dépend de l'usage que l'on en fait. Et ce que l'on en fait dépend du système social existant.

L'atelier flexible d'Andrézieux-Bouthéon pourrait très bien préfigurer ce que serait l'usine dans une société libertaire. Avec le capitalisme, privé ou d'Etat, l'automatisation risque bien de ne faire que le malheur des travailleurs. Dans une économie rationnelle, elle pourrait, au contraire, ne signifier que la diminution de la peine des hommes. Elle nous permettrait de ramener à bien peu de chose la part de notre vie consacrée au travail.

Ce ne sont pas les machines qu'il faut démolir, mais le capitalisme.

S. Basson (Groupe N. Makhno)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

L'Europe du capital face à ses contradictions économiques



Le navire communautaire donne de la bande torpillé par la mère Thatcher qui, pour faire front aux « affreux » qui, du Nord au Sud, essaient de la déloquer, a coiffé le gibus de Winston Churchill. Mitterrand l'« Européen » s'est installé au banc de l'accusation, suivi par les autres avec plus ou moins d'enthousiasme... Déjà, de Gaulle, grimpé sur ses grands dadas avait, en son temps, pratiqué la politique de la chaise vide... (j'allais écrire de la chaise percée, tant les tripotillages européens dégagent une odeur nauséabonde) et fait voter la règle de l'unanimité que la France aujourd'hui, je ne dirai pas dénonce, mais tourne pour faire plaisir au sieur Guillaume, le paysan pauvre aux cent-cinquante hectares.

La règle de la Communauté, avec ses décisions prises à l'unanimité, en général (je dis bien en général) n'est rien d'autre que le fédéralisme imposé par Proudhon, partiellement repris par Tocqueville et appliqué avec de nombreux aménagements par les Etats-Unis lors de leur formation. On a cru parfois y voir une doctrine économique, alors que ce n'était rien d'autre qu'un moyen de coordination sans plus, et que les coordinations n'ont de valeur en elles-mêmes que par le caractère de l'économie qu'elles ont vocation de coordonner. Lorsque l'Europe s'est formée, je me souviens avoir écrit un article dans lequel j'expliquais que malgré ce que prétendait Armand, un technocrate qui poussait au fédéralisme européen, cette Europe fédérée ou confédérée dans le cadre d'une économie capitaliste, non seulement ne diminuerait pas les inégalités et les contradictions, mais elle les institutionnaliserait pour deux raisons évidentes. Les discussions au sein de la Communauté se heurteraient aux intérêts nationalistes des Etats et à chacune de leur classe dirigeante, et elles provoqueraient des oppositions au sein de ces classes dirigeantes. A un moment ou à un autre, les intérêts généraux s'opposeraient aux intérêts particuliers. Le fédéralisme comme l'autogestion d'ailleurs n'ont de vertu que lorsqu'ils coordonnent une économie égalitaire ! Mais prenons un exemple pour me faire mieux comprendre.

A Bruxelles, par exemple, on décrète disons 10% d'augmenta-

tion insuffisante pour les petits exploitants d'une ferme de 40 hectares ; la petite paysannerie qui forme la majorité du monde agricole hurle. Cette augmentation serait insuffisante pour une exploitation de 150 hectares — celle du Guillaume en question par exemple, car ses frais généraux diminuent en pourcentage lorsque la propriété augmente en volume ; mais le bougre hurlera avec les loups, ce qui grossira son profit. Si Bruxelles élève l'augmentation des prix, les petits propriétaires seront satisfaits, mais les gros qui détiennent toute l'infrastructure de la profession vont se goinfrer ! L'indice des prix galopera et toute cette opération devra de nouveau être mise en marche l'année suivante. Fédérer les différences de revenu est aussi incompatible que d'additionner des serviettes avec des assiettes. Le fédéralisme des inégalités est un non-sens, il est le moyen approprié pour organiser une économie égalitaire, sans plus ! Thatcher vient de nous démontrer que dans un système où le nationalisme prédomine, le fédéralisme se disloque ; Guillaume vient de nous démontrer que dans le cadre du système capitaliste, le fédéralisme, pour permettre aux petits agriculteurs d'avoir un revenu acceptable, impose des revenus somptueux aux gros agriculteurs. Seule l'égalité des revenus peut permettre au fédéralisme de jouer son rôle de coordinateur.

Mais on doit convenir qu'avec le cynisme de ces excellents commerçants que sont les Anglais, Thatcher vient d'introduire dans la Communauté un autre élément, celui du donnant-donnant : « Vous diminuez ma contribution à la Communauté et je lâche sur les prix agricoles ». Une politique qui, parfois, réussit au marché Saint-Flour, au moment où on tape dans la main pour signer l'achat d'un bourricot, mais qui est pour le moins singulier lorsqu'il s'agit d'échanges communautaires à partir de la règle de l'unanimité ! Et on constate une fois de plus que ce qui est le noyau d'une société, c'est son économie, et que toutes les règles de coordination, aussi judicieuses soient-elles, sont impuissantes à changer des mœurs vicieuses à leur base par le profit. Tous les efforts qu'ont fait et que feront les classes capitalistes pour trouver un terrain d'entente échoueront devant ce double

obstacle : l'intérêt national de la classe dirigeante et l'intérêt particulier de ceux qui la composent. Lorsque parfois elle y réussit ou que la résistance des classes pauvres l'oblige à mordre le trait, c'est le consommateur qui alors en fait les frais.

La Communauté européenne n'est pas au bout de ses peines et ceux qui comptent sur elle pour faire l'économie d'une révolution ne sont pas au bout de leurs déceptions. Ce n'est pas par hasard si la Grèce s'est abstenue de condamner la Grande-Bretagne, car elle aussi aura un problème du même genre, comme l'Espagne d'ailleurs, qui frappe à la porte de l'Europe, un problème de fruits, de légumes, de primeurs à partir du revenu de leur agriculture, en inondant les autres marchés européens comme les Asiatiques nous inondent de leurs liquettes et les Japonais de leurs motos, et alors elle aura elle aussi recours au droit de veto !

Dans le système capitaliste, il n'existe qu'une règle : celle du plus fort. Vouloir harmoniser les intérêts contradictoires des classes dirigeantes, comme les intérêts particuliers de ceux qui les composent, c'est chercher la quadrature du cercle, l'économie de marché étant exactement le contraire de cela.

A chaque échelon où il se trouve, la raison essentielle de l'homme est d'exister, et il ne peut exister qu'à partir de la production et de l'échange. A l'instant où les règles de la justice et de l'égalité économiques sont violées, toute organisation aussi mirifique qu'elle soit ne fait que conforter l'état de fait, et le Marché commun n'a pas fait autre chose depuis sa création. S'il a pu parfois régulariser l'économie capitaliste, il n'a pu le faire que lorsqu'elle était complémentaire, mais comme celle-ci est construite sur ses différences fondamentales de production, de prix de revient, de salaires, il a échoué. Cette situation de distorsion entre les pays qui la composent est encore aggravée par la crise mondiale, et les visées impérialistes de certains de ses membres. Plus il s'élargira, plus les problèmes deviendront insolubles.

La mère Thatcher a bien compris ce qu'une classe aussi cynique que la classe marchande anglaise pouvait tirer de ce chaos ; elle a rué dans les brancards communautaires, persuadée que ses partenaires excédés feraient un dernier effort pour ramener la mignonne dans le giron. Mais ses soubresauts ne font qu'accélérer la dislocation d'un système contre nature qui consiste à faire croire aux populations que leurs intérêts économiques sont les mêmes que ceux de la classe qui les exploite.

Comme l'autogestion, le fédéralisme d'esprit communautaire est incompatible avec le système de classes. Il ne sera pas un élément de transformation sociale, mais un mode d'organisation lorsque cette transformation sociale sera accomplie. Je me répète : « Les civilisations n'ont pas connu de nuit du 4 août avant que la Bastille soit prise ! »

Maurice JOYEUX

A propos de guerre mondiale

QUAND on parle de guerre, on pense souvent « guerre mondiale ». Pourquoi « mondiale » ? Cela tient en majeure partie à l'organisation de l'ensemble de la société humaine autour de la lutte pour le pouvoir. Dans une telle société, les conflits qui opposent les dominants entre eux concernent tous les autres dans la mesure où c'est la structure même de la domination qui se trouve remise en cause. C'est-à-dire la vie de tous, à quelque échelon qu'ils se situent dans l'échelle du pouvoir.

Quand on pense « guerre mondiale », on pense donc affrontement majeur entre des pays se trouvant vers le sommet du système de domination mondiale.

Mais la guerre n'est pas seulement un acte volontariste de dominants cherchant à détruire leurs rivaux : elle est aussi une sorte de fatalité inhérente aux systèmes sociaux qui se sont structurés autour des pratiques de la recherche de pouvoir. C'est-à-dire, en ce qui nous concerne, le capitalisme, qu'il soit d'Etat ou privé. La guerre est devenue un rouage de ces systèmes à un point tel qu'elle en est une nécessité. Nécessité économique : la caractéristique fondamentale du capitalisme est l'expansion permanente ; mais l'espace géographique étant infini par définition, ainsi que la population, la guerre devient un élément régulateur qui permet à certains moments des destructions matérielles massives, permettant une remise à zéro de l'économie ; c'est-à-dire une nouvelle période d'expansion, sans qu'il soit touché aux structures sociales et économiques qui la supposent : le capitalisme et l'Etat et, plus généralement, les structures de domination.

Nécessité encore quand il s'agit d'une destruction massive de populations, c'est-à-dire d'individus dont le nombre trop grand par rapport aux ressources disponibles risque de devenir un facteur de remise en cause du pouvoir des dominants.

Mais le recours à la guerre peut également s'avérer n'être qu'un moyen d'évolution des structures de la domination : atomisation d'une « grande puissance » en déclin et partage des ressources sur lesquelles se fondait sa puissance ; par exemple, l'Autriche...

Avec l'évolution des techniques et des moyens de destruction, un conflit majeur est aujourd'hui le synonyme de la destruction de la planète. Ou du moins de la vie sur cette planète. Mais si l'on veut un instant s'arrêter à lire les titres des journaux, la question que l'on est en droit de se poser est de savoir si cette guerre n'est pas déjà déclarée. En effet : Liban, Asie du Sud-Est, Golfe persico-arabique, Amérique centrale, Malvinas... « La crise », vous dit-on !

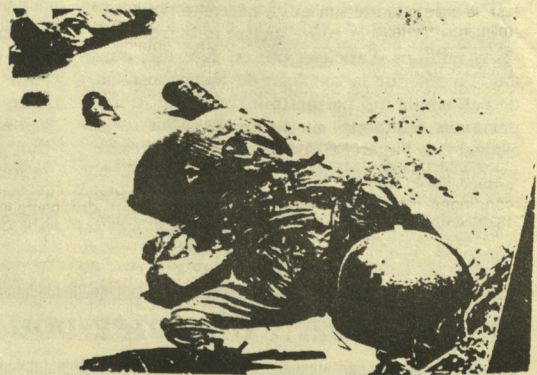
Certains analystes prétendent que la crise économique mondiale n'est que la conséquence de la fin de la guerre du Vietnam. La production industrielle des USA, lors de cette guerre, était toute orientée vers la production des armes nécessaires et du matériel y afférant. La fin de la guerre du Vietnam a entraîné un recyclage complet de l'économie américaine : chômage et fermeture d'usines. Pour faire face aux inconvénients de cette situation, le gouvernement des USA a suivi une politique d'exportation de son chômage vers les autres pays industrialisés, c'est-à-dire l'Europe. Cette analyse n'est pas entièrement satisfaisante : disons que la fin de la guerre du Vietnam n'a fait qu'accélérer un processus qui était déjà sous-jacent : la fin de la reconstruction européenne. C'est cette situation qui est en elle-même porteuse des difficultés économiques actuelles. Et des risques de guerre qui en découlent.

Les grands blocs rivaux n'osent pas s'affronter directement. Mais les « petites guerres », qui ne sont que des conflits indirects entre « super-grands », en se multipliant et en se généralisant, tendent à remplir la fonction que remplirait une guerre « grand format » : régulation économique et restructuration des systèmes de domination. Bien sûr, ces guerres localisées sont aussi le lieu d'expérimentation de matériel (avions, missiles...), mais ce n'est là qu'un point secondaire, qui ne détermine pas les conflits.

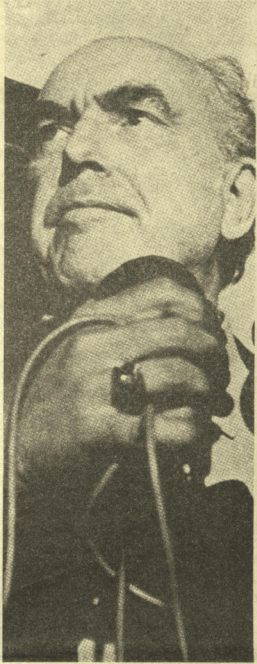
Aussi, il importe que chacun puisse prendre conscience que ces « petites guerres » peuvent dégénérer et devenir « mondiale », en s'articulant les unes avec les autres.

Dénoncer la guerre qui rôde ne suffit pas à l'empêcher si les conditions économiques qui peuvent la déclencher sont réunies. Et nous ne pouvons agir sur ces conditions qu'en nous attaquant aux causes profondes qui les suscitent : le système du pouvoir, c'est-à-dire la domination économique et la domination politique.

Serge



NOUVELLES DE GRÈCE



L E 24 décembre 1981, après une nouvelle grève de la faim de 53 jours, Philip Kiritsis, John Skandalis et Kiriakos Moiras sortaient de prison. Même si l'actuel gouvernement socialiste a le pouvoir depuis peu, il n'hésite pas à laisser les trois grévistes aller jusqu'au 53^e jour de jeûne. N'ayant pas d'autres moyens pour éviter de se retrouver avec les cadavres des trois prisonniers, le nouveau gouvernement préféra les relâcher en leur accordant la liberté... De cette façon, il tenait à avoir une bonne image de marque pour, d'une part freiner les intenses manifestations populaires, et d'autre part masquer le caractère politique de l'action des grévistes de la faim.

Au même moment, suite aux vigoureuses protestations effectuées par les détenus dans toutes les prisons grecques, le nouveau gouvernement transféra dans la plus dure prison de Grèce (la prison disciplinaire de Corfou) 120 détenus. La principale demande des détenus était la réduction des peines à travers une amnistie ou quelque chose de semblable.

Quelques jours avant la cruelle répression et le transfert des prisonniers à la prison de Corfou, le ministre de la Justice, Stathis Alexandris, avait visité les prisons et essayé de calmer les prisonniers avec une série de promesses qui, c'est évident, ne seraient jamais réalisées, puisque ce fut ce même ministre qui ordonna le transfert à la tristement célèbre prison disciplinaire de Corfou.

D'un côté, l'amnistie fut accordée à trois détenus politiques sous la pression de leur jeûne et de l'autre côté le « bâton » fut utilisé à l'égard des autres détenus.

Peu de temps après l'arrivée au pouvoir des socialistes grecs, des libertaires et des anarcho-sindicalistes occupèrent des édifices abandonnés appartenant à l'Etat. Si, au départ, le nouveau gouvernement montra une attitude neutre à l'égard des squatters, après trois mois de pouvoir, cette neutralité se transforma en intervention pour mettre fin aux occupations. La police et les « Unités pour le rétablissement de l'ordre » (MAT), avec des groupes para-militaires du Parti communiste de Grèce (KKE) envahirent les édifices, les occupèrent et expulsèrent par la force les squatters. Beaucoup d'entre eux furent arrêtés et conduits devant les tribunaux.

Le même jour, une manifestation fut organisée pour protester contre l'attitude du gouvernement vis-à-vis des détenus et contre les agissements de la police vis-à-vis des squatters. De nombreux incidents suivirent et beaucoup de manifestants furent jugés et condamnés à des peines variant de 10 à 21 mois. Tandis que les condamnés attendent le procès en appel, quelques-uns des arrêtés attendent encore d'être jugés.

Si John Skandalis, Philip et moi-même (Sophia Kiritsis) avions été libérés fin décembre, une surprise désagréable nous attendait : le 26 janvier 82, à la frontière gréco-yougoslave, alors que nous tentions de sortir de Grèce. Ce jour-là, la police me fit descendre

du train, me prit mes papiers et m'interdit de quitter le pays sans me fournir d'explications. Philip décida d'interrompre le voyage ; tous les deux, nous retournâmes à Athènes, tandis que John Skandalis poursuivait. Cette interdiction de quitter le pays est dans la logique de l'Etat. Une logique qui a la vie dure, jugeons-en plutôt ! Je fus libérée le 24 juillet 81, après une grève de la faim de 50 jours durant lesquels je risquais ma vie suite à une attaque cardiaque. Mes compagnons, Kiritsis, Skandalis et Moiras continuèrent leur grève de la faim jusqu'au jour de ma libération, c'est-à-dire au 53^e jour de leur jeûne, au péril de leur vie. Tous les groupes et partis politiques « démocratiques » furent ainsi contraints de prendre position par rapport à l'assassinat planifié entrepris par le gouvernement et furent ainsi obligés de demander ma libération.

L'actuel parti au pouvoir s'était opposé, jadis, au précédent gouvernement, dénonçant les conditions de notre détention qui nous amènent à entreprendre cette grève de la faim. Quand Philip et moi-même fûmes arrêtés, ce vieux parti d'opposition avait protesté contre la fabrication de notre procès. La principale raison qui poussa le précédent gouvernement à fabriquer notre procès fut le désir de montrer l'existence du terrorisme en Grèce, afin d'appuyer les projets de lois anti-terroristes présentés au Parlement ; ceux-ci furent d'ailleurs adoptés. Le premier à être jugé sous cette loi fut John Skandalis, condamné à cinq ans de détention. Il y eut d'autres condamnations, la plus dure étant de six ans et demi. Pour avoir enfreint la loi 495 sur les armes explosives ou considérées comme telles, Philip et moi-même fûmes condamnés à cinq et neuf ans de prison : ces peines sont les condamnations les plus importantes infligées à des détenus politiques après la chute de la junte militaire (1974). L'accusation était « construction et possession de huit cocktails molotov » ! Accusation que nous avons rejetée.

On peut facilement comprendre ce que l'Etat entendait faire de nous : durant ces dernières années, nous avons été confrontés à un vrai projet d'anéantissement. Nous étions en prison sans preuves. Au tribunal, avec l'aide de nos avocats, nous avions fait parvenir aux juges un mémorandum dans lequel nous expliquions les raisons de notre refus de participer à notre procès. L'Etat a donné les preuves qu'il ne nous oublie pas. Pour accomplir son but, il usa de tous les moyens à sa disposition. Ma relaxe avait été accordée sous certaines « conditions ».

Je suis obligée d'informer la police de mes déplacements ; je suis privée de mes droits pour trois ans. Si nous ajoutons l'interdiction de quitter le pays, on peut dire que l'Etat continue à m'emprisonner, avec les moyens mis à sa disposition.

La lutte que nous avons entreprise et que nous continuons pour faire front à toute forme d'oppression est une lutte contre l'Etat et ses institutions répressives.

Sophia Kiritsis

CONDITIONS DE DÉTENTION AU MAROC

AMNESTY International a déclaré aujourd'hui (mercredi 19 mai 1982) que les autorités marocaines ont transgressé leurs propres lois et les conventions internationales en tenant au secret des prisonniers politiques depuis plusieurs mois ou plusieurs années, et en soumettant certains à la torture.

Les autorités se sont abstenues de faire état de centaines de prisonniers, dont certains sont morts dans des conditions de détentions atroces.

Dans le rapport d'une mission qui s'est rendue l'année dernière au Maroc, l'organisation humanitaire mondiale mentionne également l'emprisonnement d'un grand nombre de personnes qui avaient fait usage de leur droit à la liberté d'expression.

Ce rapport attire l'attention sur le sort d'une centaine de militaires arrêtés il y a 10 ans et reconnus coupables de complicité dans des tentatives d'assassinat sur la personne du roi Hassan II. Il fait état d'informations selon lesquelles une quinzaine d'entre eux seraient morts dans une prison secrète où le groupe serait détenu dans des conditions inhumaines depuis 1973. Amnesty international précise qu'au moins 15 d'entre eux ont purgé leur peine mais n'ont pas été libérés.

Dans le rapport sont publiés des extraits de lettres de prisonniers décrivant les morts lentes de certains de ces hommes qui seraient détenus dans des cellu-

les insalubres, nourris de déchets et coupés de tout contact avec l'extérieur.

D'autres témoignages et lettres décrivent les abus commis à l'encontre des prisonniers politiques, comme des tortures telles que les coups infligés à une victime suspendue à une barre par les chevilles et les poignets, les chocs électriques et les asphyxies. Certains prisonniers ont porté des menottes et ont eu les yeux bandés pendant des mois.

Le rapport indique que la mission d'Amnesty international qui a visité le pays en février 1981 a demandé des informations sur un grand nombre de ces prisonniers ainsi que sur le traitement qui leur est réservé. Les autorités marocaines n'ont toujours pas répondu.

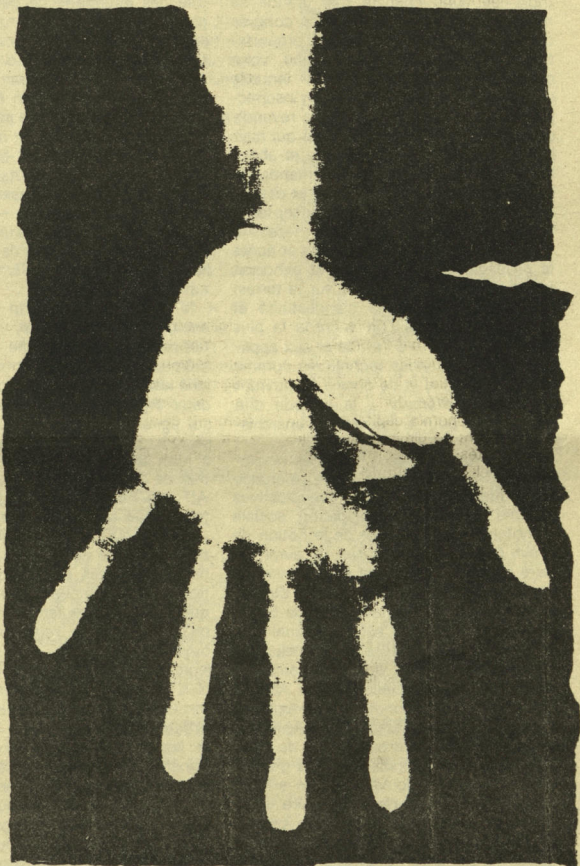
Amnesty international précise qu'elle a connaissance de plus d'une centaine de prisonniers d'opinion au Maroc, des personnes détenues pour avoir exprimé leurs opinions sans recours à la violence, qui sont internées depuis au moins cinq ans.

De plus, le rapport dénonce l'absence de procès équitables pour la plupart des centaines de personnes arrêtées après des affrontements de travailleurs en grève avec les forces de sécurité en juin 1981. Amnesty international a réuni des preuves indiquant que la majorité de ces personnes également sont emprisonnées seulement pour avoir exprimé leurs opinions.

Le rapport conclut en mentionnant, outre la détention de nombreux prisonniers d'opinion, « un certain nombre de pratiques évidemment irrégulières qui contreviennent aussi bien aux lois marocaines qu'aux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Maroc et sont à l'origine de graves violations des droits de l'homme, à savoir la « disparition » d'un grand nombre de personnes ou des décès en détention ».

Le rapport produit une liste de 90 personnes environ dont l'arrestation n'a jamais été reconnue, mais qui auraient été arrêtées par les forces de l'ordre au sud du Maroc depuis 1975, apparemment dans le cadre du conflit qui oppose le Maroc et le Front Polisario au sujet de l'indépendance du Sahara occidental. Amnesty international pense que le chiffre global des personnes qui ont « disparu » après avoir été appréhendées est nettement plus élevé.

Amnesty International





LES 14, 15, 16 et 17 juillet 1881 se tenait à Londres un congrès socialiste révolutionnaire ayant à l'ordre du jour la reconstruction de l'AIT. A l'origine de cette initiative : les anarchistes et les blanquistes. Ce congrès, qui devait être celui de l'organisation des forces révolutionnaires, marquera en fait la mort de l'Internationale de 1864. L'AIT issue de Londres sera une organisation mort-née. Une hostilité très grande se manifesterait tout au long de ce congrès contre l'idée de vouloir doter l'organisation d'un programme quelconque, voire de statuts. La seule union sur laquelle on pourra s'entendre sera l'union insurrectionnelle et illégale, c'est-à-dire la revendication d'un type de propagande qui niait le fait organisationnel spécifique et aboutissait dans la pratique à l'affirmation de l'autonomie totale des groupes et des individus. La résolution finale, acceptée à l'unanimité, reconnaissait « la nécessité de joindre à la propagande orale et écrite la propagande par le fait » et exhortait les anarchistes à s'engager sur le terrain de l'illégalité et de la clandestinité et recommandait que l'on accorde la plus grande importance à l'étude et aux applications des sciences techniques comme moyen d'attaque et de guerre en ouvrant ainsi « officiellement » la période dite des attentats pour le mouvement anarchiste.

Ce qui frappe le plus dans ces résolutions c'est l'absence de toute référence aux luttes ouvrières ou revendicatives comme moyen d'émancipation sociale et notamment l'abandon de la notion de grève générale. Le congrès qui aurait dû faire renaître l'AIT rompt en fait avec la tradition de l'anarchisme ouvrier de l'Internationale anti-autoritaire issue de Saint-Imier. Le modèle d'action auquel ces compagnons font référence est celui des nihilistes russes qui, quelques semaines auparavant, avaient exécuté le tsar Alexandre II. Cet attentat contribua puissamment à engager les anarchistes sur la voie du terrorisme. Les « considérants » de Londres auront une importance très grande pour le futur du mouvement. En effet, concevant l'action révolutionnaire sous l'angle purement individuel, « la propagande par le fait » préconisée rompt objectivement le lien organique qui devait

l'unir à l'action populaire et au mouvement de masse, justifiant et entretenant l'éloignement des compagnons du mouvement ouvrier. Et pourtant, ce n'était pas dans cet esprit-là que des hommes comme Malatesta et Kropotkine avaient pris part à ce congrès.

Un échange de lettres tenu avant le congrès entre Kropotkine et Malatesta nous permet de nous faire une idée précise des intentions de ces deux propagandistes. Ceux-ci avaient l'intention de jeter les bases d'une nouvelle Internationale ouverte à toute organisation ouvrière qui se reconnaîtrait dans le principe de « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et qui subordonnerait tout mouvement politique à la révolution économique et sociale. Par ailleurs, autant Kropotkine que Malatesta envisageaient, à côté de l'organisation de classe — l'AIT — une organisation secrète restreinte aux seuls militants sûrs, une sorte de nouvelle « Alliance » qui aurait l'âme de l'Internationale.

« Quelle organisation voulons-nous avoir ? », écrit Kropotkine, voilà une question sur laquelle nous ne nous sommes même pas expliqués entre nous. Mon idée est la suivante : je crois qu'il faut deux organisations, une ouverte, large, qui agirait à la lumière du jour, l'autre secrète, d'action. Celle qui est ouverte, à mon avis, devrait être une organisation de résistance, de grèves. Donc une AIT qui ne s'occuperait point de politique, mais faisant la grève (...).

Je ne vois pas d'autre champ d'action pour ceux qui ne peuvent pas faire partie des groupes secrets que l'organisation sous le drapeau de l'Internationale gréviste. C'est seulement par ce moyen qu'on arrivera à regrouper les forces ouvrières, la masse. Je n'y vois par ailleurs aucun inconvénient. La grève n'est plus la grève des bras croisés, le gouvernement se charge continuellement de la transformer en émeutes. D'un autre côté, les groupes secrets se chargeront de mener la conspiration ouvrière : faire sauter une usine, « tranquilliser » un patron ou un contre-maître, ce qui remplacerait avantageusement la propagande des congrès. Et ce groupement, puisque ce type le transformerait en un groupement plus

LE CONGRÈS DE LONDRES

dangereux que l'Internationale de 1870, serait une force immense pour le jour de la révolution.

Je crois donc fermement et de tout mon cœur à l'absolue nécessité de reconstituer une organisation de résistance. Elle donnera des forces, de l'argent et un milieu pour des organisations secrètes. » (1).

Malatesta, tout en étant d'accord sur ces grandes lignes avec Kropotkine, insiste davantage sur l'aspect politique de la révolution sociale et sur celui des alliances avec les autres forces socialistes révolutionnaires présentes au congrès. « Pierre a très bien fait, écrira-t-il dans sa réponse à la lettre de Kropotkine citée précédemment, de prendre l'initiative d'une discussion sur l'organisation que nous devons soutenir devant le congrès. Pierre nous propose la reconstruction de l'Internationale « gréviste » et dans l'Internationale de l'organisation secrète, en un mot de l'Alliance. Je pense qu'à ces deux organisations il faut en rajouter une troisième, la Ligue révolutionnaire. Il la faut parce qu'elle est utile, mais aussi parce qu'autrement elle se fera malgré tout, sans nous et contre nous. » (2).

Refusant toute idée de fusion ou de conciliation avec d'autres fractions socialistes, Malatesta ne considère pas moins l'alliance comme indispensable. « Nous avons tout intérêt à avoir un organe au moyen duquel nous pourrions agir sur les masses ouvrières (...). Outre le terrain commun de la résistance contre le capital sur lequel nous pourrions nous unir avec tous les socialistes qui voudront s'engager à ne pas faire de la « politique » dans les rangs de l'Internationale, nous aurons avec les révolutionnaires socialistes le terrain commun de l'attaque contre le capital et avec les révolutionnaires politiques celui de l'attaque contre les gouvernements. A part l'Internationale, nous pourrions donc traiter au congrès le problème de la Ligue révolutionnaire. Cette Ligue sera possible si, en s'engageant à provoquer, à prendre part à la lutte matérielle, nous nous réservons la liberté de faire la guerre chacun à notre manière

en poursuivant le but qui lui est propre. » (3).

Les résultats du congrès seront loin de correspondre à ces espérances. Kropotkine et Malatesta se trouveront confrontés à une majorité de délégués qui refuseront au nom de l'autonomie individuelle toute structure organisationnelle jugée comme étant autoritaire. L'idée même d'un bureau fédéral, jugé imprescriptible par les deux leaders anarchistes, fut violemment combattue, par les délégués français surtout. La majorité se ralliera à un projet qui, tout en reconnaissant ce principe, lui ôtait toute importance réelle, laissant aux groupes et individus la liberté de se mettre ou non en contact avec lui. Ainsi, le congrès de Londres va donner raison à Cafiero, qui n'y avait pas participé, en préconisant l'action autonome des groupes comme étant la seule tactique conforme aux principes anarchistes. Les quelques velléités organisationnelles seront ainsi emportées par cette attitude négative qui conduisit à l'autonomie complète des individus et des groupes avec les mêmes arguments qui seront repris par les individualistes anarchistes quand le problème de l'organisation se posera de nouveau au mouvement, quelques années plus tard.

L'unanimité qui se dégagea pour affirmer la volonté insurrectionnelle des participants était donc trompeuse car elle était à la fois le fruit d'une équivoque sur la notion ambiguë de « propagande par le fait » (que tout le monde interpréta à sa façon) et de l'espoir d'une révolution proche, espoir qui se trouvera non fondé. A Londres, on finit donc par s'accorder sur la seule chose qui pouvait contenter tout le monde : la révolution, mais qui cachait en fait de profondes divergences sur la manière de concevoir l'anarchisme, divergences qui iront en s'accroissant les années suivantes.

Manfredonia

(1) Lettre citée par Nettlau : « Kropotkine, Malatesta et le congrès international socialiste révolutionnaire de Londres de 1881 », *Studi sociali, Montevideo, 4 décembre 1933*.

(2) *Idem*, 21 avril 1934 et 16 juin 1934.

(3) *Idem*.

INTERVENTION DE KROPOTKINE

Tiré de « Révolté »
du 3 sept. 1881

« (...) Le délégué du Révolté ne croit pas qu'on puisse négliger la question de programme. Pour savoir quel genre d'organisation nous voulons établir, il faut déterminer le but que nous visons. Si nous pensons par exemple qu'il suffit de renverser le pouvoir, de se mettre à sa place et de décréter la révolution, nous pourrions nous constituer en une armée de conspirateurs, ayant tout le caractère des anciennes sociétés secrètes avec leurs chefs et leurs sous-chefs. Mais ce n'est pas ainsi que nous concevons la révolution, du moins dans la Fédération jurassienne et à Lyon. Nous croyons que, pour que la prochaine révolution ne soit pas escamotée par la bourgeoisie, il faut qu'elle porte un coup décisif à la propriété individuelle : qu'elle procède, dès le début même, à la prise de possession, par les travailleurs, de toute la richesse sociale, pour la mettre en commun. Cette révolution ne peut être faite que par les travailleurs eux-mêmes : elle ne peut être faite que lorsque les travailleurs des villes et les paysans, insurgés contre tout pouvoir, dans chaque localité, dans chaque ville, dans chaque village, s'empareront eux-mêmes de la richesse appartenant aujourd'hui aux exploités, sans attendre que ce bienfait arrive de la part de n'importe quel gouvernement.

Pour cela, il faut que la grande masse ouvrière, non seulement se constitue en dehors de la bourgeoisie, mais que, dans la période qui précédera la révolution, elle

ait son action qui lui soit propre. Jus- qu'ici, le Parti socialiste a été plutôt théoricien : il laissait l'action aux révolutionnaires bourgeois. Maintenant, il doit devenir un parti d'action, mais un parti d'action qui lui est propre, et ce genre d'action ne peut être pratiqué que lorsqu'il existe une forte organisation ouvrière.

On est venu nous parler du rôle de la bourgeoisie révolutionnaire. La bourgeoisie révolutionnaire peut faire des conspirations, elle peut renverser un gouvernement, elle ne peut pas faire la révolution. C'est le peuple, seulement le peuple, qui pourra renverser le régime de la propriété individuelle.

Dès que cela est admis, le caractère de l'organisation que nous avons à constituer en découle immédiatement. C'est la masse des travailleurs que nous devons chercher à organiser. Nous, les petits groupes révolutionnaires, nous devons nous noyer dans l'organisation populaire, nous inspirer de leurs haines, de leurs aspirations et les aider à traduire ces aspirations et ces haines par des faits. Lorsque la masse des travailleurs sera organisée et que nous serons avec elle, pour accentuer son idée révolutionnaire, pour y faire germer l'esprit de révolte contre le capital — et les occasions pour cela ne manqueront pas — alors nous aurons droit d'espérer que la prochaine révolution ne sera pas escamotée comme l'ont été les révolutions précédentes : qu'elle sera la révolution sociale (...).

NOTE DE LECTURE

« ALGÉRIE, 20 ANS »

Dossier n° 28 de la revue « Autrement »

A l'occasion du vingtième anniversaire de l'indépendance algérienne, les éditeurs ont commémoré l'événement à leur manière. Les vitrines des librairies regorgent littéralement de livres sur l'Algérie d'hier et d'aujourd'hui. Certains ont le ton pitoyable du regret et de la nostalgie. Ah, l'Algérie française ! « Le temps béni des colonies »... c'était quelque chose, nous serinent-ils à longueur de pages ! Par contre... maintenant !... Sans commentaires ! D'autres, plus mielleux et plus insidieux, se répandent en soupirs sur l'échec d'une « intégration en douceur » qui, si elle avait été mise en œuvre « à temps », aurait permis d'éviter la guerre et la « séparation d'avec la métropole ». D'autres, enfin, les plus nombreux, font à tous vents dans le « progressisme » et prennent résolument parti pour la clique militaro-bureaucratique actuellement au pouvoir, en nous expliquant qu'il s'agit là de la seule attitude possible dès lors que l'on s'affirme solidaire de la lutte du peuple algérien.

Comme on le voit, dans cette foule bigarrée de livres sur l'Algérie, il y en a pour tous les goûts ou presque. Mais qu'on ne s'y trompe pas, cependant ! Par delà les différences de ton, indéniables, tous ces ouvrages parlent en fait le même langage. Celui du manichéisme, celui de la projection sur une réalité complexe et mouvante d'a priori sentimentaux. Celui de la réduction, de la division du monde en deux camps : celui des bons et celui des méchants. Celui de la facilité et de l'imbécillité. Celui de la propagande et du chantage : « Critiquer Boumédienne ou Chadli, c'est faire le jeu du colonialisme reventard ». Celui du silence, au bout du compte ! Celui de tous les hémiplegiques de l'intelligence politique, donc !

Dans cet océan d'incapacités à comprendre la réalité algérienne d'hier et d'aujourd'hui, le dossier qu'Autrement a consacré à l'Algérie dénote singulièrement à l'étalage des grands sentiments et des analyses pré-fabriquées ; on a préféré l'écouter des acteurs passés et présents de l'Algérie en marche. Et ils en ont à dire tous ces habituels exclus de la parole ! Sur la manière dont ils ont vécu la guerre et l'indépendance sur leurs espoirs, sur leurs déceptions, sur leurs sentiments à l'égard du pouvoir en place depuis vingt ans, sur le socialisme au présent et au quotidien, sur tous les problèmes auxquels leur pays se trouve aujourd'hui confronté !



La mémoire (La France au miroir de l'Algérie ; Lundi 1^{er} novembre 1954, Femmes algériennes 1960...), l'errance entre deux terres (Je suis algérienne, mais... ; Cités d'exil...), quel socialisme, quel islam ? (L'indépendance 20 ans après ; Quel développement pour quelle société ? ; Parti unique ; L'armée cœur et axe du pouvoir ; La brasse berbère...), l'Algérie au jour le jour (Turcs, trocs, piston et système D ; Les seigneurs, les serfs et l'autogestion ; Radioscopie de la Santé ; Ecole porte étroite...), dix millions de voix (De la Khaïma à la kitchenette ; Des femmes entre deux mondes...), la culture en friche (L'apolitique culturelle, radios trottoirs, radios palabres...), tels sont les grands axes autour desquels s'articulent les multiples articles de ce numéro d'Autrement. Tout ou presque de ce qui constitue la réalité algérienne passée, présente et future est abordé et est passé sans complaisance au tamis implacable du vécu. Le résultat de tout cela : on y découvre l'Algérie, non pas telle qu'on a pu la rêver, mais telle qu'elle est, étranglée, suffoquée, rongée par la vérole d'un socialisme autoritaire, minée par l'absence des libertés les plus fondamentales, ébranlée par l'explosion démographique, l'échec de la politique industrielle et agraire, l'oppression des femmes et des minorités nationales... à la limite de l'explosion !

Comme conclut fort justement Autrement : « L'Algérie bouge de tous les mouvements du monde moderne et de toutes les pesanteurs de la tradition islamique. Elle bouge à travers les femmes, les minorités. L'Algérie a vingt ans... La lutte pour l'indépendance continue. »

Affaire à suivre, donc.

Jean-Marc RAYNAUD

CINÉMA

BANANAS

U NE cascade de loufoqueries menées avec brio par un Woody Allen irrésistible ; une fable politico-débile où s'affrontent avec hilarité les membres d'une junte centraméricaine et les guerilleros menés par un individu assoiffé de pouvoir !

Le héros, Woody Allen bien sûr, s'égare dans cette pseudo-révolution par amour pour une étudiante captivée par la cause des guerilleros. Il finira par accéder à la plus haute marche du podium et tentera d'organiser l'économie précaire de ce petit pays tant convoité.

C'est un film où la fraîcheur et la dérision sont parties communes. C'est un moment agréable à regarder les tendances s'affronter pour la conquête du pays, c'est bien sûr une comédie qui dénonce sans crainte les manœuvres dont usent les deux blocs pour organiser leur exploitation.

Roger (groupe de Versailles)

PIERRE MELET

D E beaux yeux bleus, délavés par les alpages, par lesquels passent constamment son émotion fragile de poète-écrivain.

Son dernier livre, *Aux Couleurs de l'automne*, a l'odeur de l'enfance en sabot écrit par un maître d'école (le régent qu'il fut en 1927), auquel les enfants auraient appris à faire de la rédaction.

Écriture fragile, simple, mais combien pleine de douceur de vivre... Encore un vieux écrivain ses souvenirs ?... Non, il ne s'agit pas de cela.

Ce livre n'est pas un retour en arrière pour prouver que l'on a existé, mais une leçon d'optimisme sur la vie.

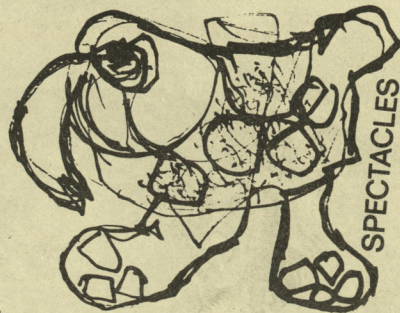
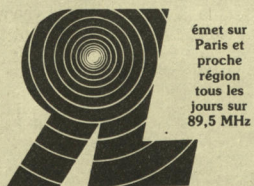
Un livre de poésie-fiction qui va toucher au plus profond du réel de la simplicité de la vie.

Un écrivain-poète qui connaît le sens sacré de la vie. A travers ce livre, j'ai trouvé l'écriture d'un vivant optimiste, chose rare actuellement.

Si vous aimez d'autres livres de la même eau, il existe de l'auteur : *Le Chemin des étoiles ; Tant qu'il y aura des bergers.*

Roland

• TESPÀ (Théâtre esperantiste de Paris) jouera en espéranto *Huis-Clos* (Senelireso) de J.-P. Sartre, au centre Jean Verdier, 11, rue de Lancry (M^o République), le vendredi 11 juin à 20 h 30.



• THÉÂTRE :

La compagnie Miramont présente *Le Philosophe soi-disant et La Tour mystérieuse*, deux pièces de Sade qui traduisent la décadence des mœurs de la noblesse avant la Révolution de 1789, décadence pré-révolutionnaire qui est le thème central de ce spectacle. Du 1^{er} juin au 5 septembre, à l'Espace-Marais (Paris 4^e) à 22 h 30 du mardi au samedi.

« Ça te dérange ? Moi ça m'arrange ! » le 28 mai à la Ciotat et le 1^{er} juin à Creoux-les-Bains.

La *Véridique Histoire de Joseph Süß Oppenheimer...* (cf. critique dans le M.L. N° 444), jusqu'au 6 juin à Reims.

• CONCERTS :

Le groupe « Nous chantons... ne vous déplaie » présente jusqu'au 10 juillet *Drôles de bobines* au théâtre d'arrondissement du 19^e (Paris) : du mardi au samedi à 20 h 30 et le dimanche à 17 h.

Gérard Pierron : le 1^{er} juin à Sarcelles au Grand Théâtre Forum des Cholleuses.

Michèle Bernard : le 1^{er} juin à la salle FJT Beaulieu de Nantes.

Marc Robin : du 1^{er} au 5 juin au Petit Palais des Glaces à 20 h 45.

Le festival « Nant'airs de fête », organisé par le Centre Georges Brassens de Nanterre (à la MJC D. Fery, 10-14 bd Mansard) présentera le 27 juin (20 h 30) *L'Ecole de la chanson d'Ile-de-France* (avec la participation de J.-P. Lechantre, C. Gaston, B. Bresler, C. Mulkaï et C. Biasen) et le 28 juin, *La Nuit de la chanson* (avec la participation de D. Moutain et P. Denys à 20 h 30, M. Bernard à 22 h, Tchouck-Tchouck-Nougah et D. Jisse à 23 h et G. Lafaille à 24 h. A 20 h 30, projection du film *The Rose*).

Philippe

SÉLECTION



RADIO

— *France-Culture* : le 27 mai à 20 h : *Urfaust*, de Goethe. La première version de *Faust*, dans laquelle la tragédie de Marguerite tient le rôle essentiel.

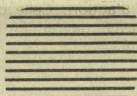
Le 28 mai à 16 h : Pouvoirs de la musique. Une revue musicale éclectique.

Le 29 mai à 17 h 30 : *Théophile Gautier*, relecture d'un écrivain connu mais peu lu.

Du 31 mai au 4 juin à 8 h 30 : Culture et politique : fragments d'un congrès de psychanalyse à Rome.

Du 2 au 7 juin à 10 h 45 : le livre, ouverture sur la vie.

Du 2 juin au 7 juil. à 20 h (tous les mercredis) : la musique et les hommes : *Franz Liszt ou les ténèbres de la gloire*.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 27 mai à 20 h 35 : *Non récupérables*. Un téléfilm sur le problème des jeunes délinquants. A mi-chemin entre le documentaire et le mélodrame. Le 30 mai à 20 h 35 : *Little big Man* (1971), d'Arthur Penn,

avec Dustin Hoffman. Un film inoubliable, qui tient l'affiche à Paris depuis des années. Un vaste récit burlesque, pittoresque où l'action ne faiblit pas.

Le 31 mai à 20 h 35 : *La Cinquième Colonne* (1956). Un classique de Fritz Lang, un des premiers à utiliser la TV comme accessoire d'un film policier.

— *42* : le 28 mai à 23 h 05 : *Femmes, femmes* (1974) de Paul Vecchiali. Entre l'art et la vie, l'auteur traite de l'échec de deux femmes à la manière d'une féerie. Le 1^{er} juin à 20 h 35 : *Le Bunker*. Les derniers jours du Troisième Reich.

— *FR3* : le 27 mai à 20 h 30 : *Salpêtre sanglant* (1969). En VO. Un chef-d'œuvre d'Helvio Sotó sur le thème du nationalisme imbécile. Le prétexte : la guerre entre la Bolivie et le Chili en 1874.

Le 28 mai à 20 h 30 : Carte blanche à Anne Gaillard.

Le 28 mai à 21 h 30 : le théâtre est mon navire, avec Cora Vaucaire.

Le 30 mai à 21 h 30 : *Hommes de trame, hommes de chaîne*. Les multiples facettes du métier de tisserand.

Le 31 mai à 20 h 30 : *Le Distrait* (1970) de et avec Pierre Richard. Ça ne vole pas haut, mais le rire est garanti.

Le 2 juin à 20 h 30 : Cinéma 16 : *L'amour s'invente*, de Didier Dourcain. Après les armistices, pour certains êtres la vie continue.

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE (18-22 h)

- Jeudi 27 mai : un représentant du comité de soutien à Schenkel (syndicaliste Peugeot, Sochaux).
- Vendredi 28 mai : Nino Ferrer (chanteur).
- Mardi 1^{er} juin : Jean Poutet : « L'Argentine à l'heure des Malouines ».
- Mercredi 2 juin (sous réserve) : Prosper N' Kouri.

Contraception masculine, révolutions sexuelle et sociale



D EPUIS un peu plus d'un an, la contraception masculine semble avoir le vent en poupe. On en cause « dans le poste » et d'une manière générale dans la plupart des médias. Ici, c'est une interview d'hommes expérimentant la pilule. Là, c'est une discussion entre blouses blanches enravées de morgue technicienne sur les différents moyens de contraception masculine existant actuellement. Et on parle avantages et inconvénients de telle ou telle méthode ! Et on se balance des chiffres et des mots compliqués à la face ! Une véritable cacophonie de discours esotériques, donc ! Un langage d'initiés, quasiment ! Une approche complètement inodore, sans saveur et asexuée de la contraception masculine, au bout du compte.

Parfois cependant, en bas de page ou en fin d'émission, on aborde le pourquoi de la contraception masculine et son vécu. Avec des pincettes, bien sûr, et très vite ! Et là le ton baisse d'un cran. La parole se fait moins prolixe. L'émotion alourdit l'atmosphère. Attention vécu. A éviter sous peine de rendre la discussion incontrôlable... et passionnante ! Et c'est donc sur le mode du murmure qu'on s'interroge sur la signification profonde du désir ou du non-désir d'enfant chez un homme. Et c'est du bout des lèvres que l'on se laisse aller à des confidences pleines d'hésitations, de doutes... et de chaleur humaine, sur la manière dont la paternité est ressentie, espérée ou redoutée par les mecs ! Et c'est avec une certaine gêne qu'on réfléchit à haute voix sur les motivations conscientes et inconscientes des hommes contraceptés ou en voie de l'être ! Et c'est les tripes nouées par la peur que l'on pose les questions-tabous. Et si la contraception masculine visait à reprendre aux femmes le pouvoir de leurs corps qu'elles ont conquis par leurs luttes ? Et si la contraception masculine n'était que le dernier avatar en

date d'une séduction chancelante ? Et si, et si ?...

Comme on le voit, la contraception masculine, si elle fait volontiers dans le technologique, hésite à franchir le pas des questions de fond. Le vécu, les motivations... c'est des histoires de bonnes femmes, pas de mecs. Et donc on occulte ce genre de questionnement. On le passe sous silence ou on le noie sous les chiffres et le scientisme. Et quant à s'interroger sur le pourquoi de la résistance de la grande majorité des hommes à l'idée même de contraception masculine, alors là c'est carrément du domaine de l'interdit ou de l'hors-sujet ! Pensez, si on mettait à nu les ressorts de cette peur d'une contraception vécue comme une atteinte à la sacro-sainte virilité, ça poserait carrément le problème de la révolution sexuelle ! Et puis quoi encore ! Que quelques zozos cherchent à se contracepter, passe encore, mais qu'il cherchent à comprendre pourquoi la grande majorité des voyageurs millénaires de la malitude refusent la contraception, alors là ça ne va plus ! Poser le problème en ces termes, c'est miner de l'intérieur l'édifice déjà lézardé du patriarcat et de la phallocratie. C'est remettre en cause le rôle de l'homme dans cette société. Son rapport à lui-même, à la femme et aux autres hommes. C'est dégager des réponses à la situation présente. Pire c'est, à terme, poser le problème de la révolution sociale. Car le patriarcat, la phallocratie... comme caractéristiques de l'exploitation et de l'oppression d'un sexe par l'autre, s'inscrivent dans un univers social et politique donné, celui du capitalisme privé et d'Etat et de sa propension à étaler au soleil du profit intolérable d'une logique de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain.

Bref, parler de la contraception masculine en terme de vécu, de révolution sexuelle et de

révolution sociale est chose rare, et pourtant ! Un tel langage est à l'évidence celui du réalisme. Sans changement dans nos têtes de mecs, pas de contraception masculine de masse, et sans changement du système socio-politique, pas de changement dans nos têtes.

Dans ces conditions, force est bien de constater que la contraception masculine, pour être autre chose que l'apanage d'une élite, doit être analysée en terme de lutte. De lutte spécifique, bien sûr, mais également de lutte spécifique partie prenante d'une lutte globale.

C'est là tout le sens de notre démarche à propos de la contraception masculine. En tant qu'anarchistes, nous sommes pour la révolution au présent et au quotidien, c'est-à-dire pour changer autant que faire se peut notre vie, pour la remettre en cause et la sortir de la misère de la mise en condition. Et aujourd'hui, tout de suite et maintenant ! Mais nous savons bien que dans le cadre du système dominant, nous n'arriverons au mieux qu'à desserrer d'un cran le nœud coulant de l'aliénation qui nous étouffe, nous mutile et nous opprime à longueur de journée, aussi bien dans notre vie professionnelle que sociale ou individuelle. Aussi, tout en nous battant pour que les choses et la vie commencent dès aujourd'hui à changer, nous ne perdons jamais de vue que ce combat, pour aboutir, doit se fédérer à d'autres combats du même ordre et d'ordres différents pour aboutir à une rupture globale avec le système existant. Hors de cette voie, point de salut. Parler de révolution au futur en continuant à vivre l'intolérable au présent, c'est se condamner à perpétuer ce présent. Parler de révolution au présent et au quotidien en refusant de remettre le système en cause au niveau de sa structuration politique, sociale et économique, c'est se condamner à végéter plus ou moins misérablement à l'ombre de l'illusion du changement.

La contraception masculine, comme la contraception féminine bien évidemment, font partie de ces luttes pour une révolution au présent et au quotidien et nous les faisons nôtres. Mais nous ne voulons ni des prestataires de service taillables et corvéables à merci par un pouvoir qui ne visa qu'à aménager la survie, ni des privilégiés de la révolution en chambre du genre petite élite affinitaire « ghettoisée » dans l'illusion de la marge. Nous sommes déterminés à prendre notre contraception en charge, à nous remettre en cause en tant que mecs, mais également et surtout à œuvrer de toutes nos forces pour que la contraception masculine soit accessible à tous les hommes. En ce sens, nous nous battons pour que la contraception masculine s'inscrive dans une perspective de révolution sexuelle elle-même partie prenante d'un processus de révolution sociale.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Ce texte constitue la trame d'une série de réunions publiques organisées ou animées par le groupe Michel Bakounine.

LA CONTRACEPTION MASCULINE : COMMENT ?

J USQU'A il y a quelques années, la contraception masculine se résumait pratiquement au seul préservatif : la bonne vieille capote anglaise (« the french capot » disent les Anglais) de nos pères et de nos grand-pères. Une méthode contraceptive efficace, mais manquant passablement de romantisme et en tout état de cause terriblement bloquant.

Certes, il y avait aussi la vasectomie (section des canaux déférents), mais outre le fait qu'elle était et est encore illégale (seuls les anarchistes se battent réellement pour sa libéralisation), la vasectomie présente l'« inconvénient » d'être irréversible dans 80% des cas. Difficile, donc, de l'assimiler purement et simplement à un moyen contraceptif réversible à tout moment, encore que ! Dès lors, en effet, que l'on ne désire plus d'enfants (pour raison d'âge ou autre) et que l'on pense que l'enfant n'appartient qu'à lui-même et non pas à ses procréateurs, la vasectomie s'inscrit pleinement dans le champ de la contraception masculine. Bien sûr, cela implique une certaine remise en question de la famille, du couple et de l'enfant propriété privée, et cela sous-entend que les mêmes existants puisse avoir une vie autonome et « choisir » les adultes avec qui ils souhaitent vivre, mais en tant qu'anarchistes n'avons-nous pas à « explorer » ce genre de rapports entre enfants et adultes ?

Quoi qu'il en soit, concrètement, entre les préservatifs et la vasectomie, le choix était limité. Confronté à ce quasi-désert contraceptif, un petit groupe d'hommes (1) décida, il y a quelques années, de prendre son destin contraceptif en mains. Une association fut créée : l'ARDECOM, et il fut décidé de se lancer dans l'expérimentation. Plusieurs types de pilules furent donc testées, dont une, l'acétate de medroxyprogestérone (prise deux fois par jour avec en sus le passage de testostérone sur le ventre et les épaules pour éviter la chute de la libido) s'est révélée particulièrement efficace. Cela étant, comme la pilule masculine (comme la pilule féminine, bien sûr) n'est pas une méthode contraceptive naturelle (introduction de produits chimiques dans l'organisme humain), les hommes de l'ARDECOM cherchèrent à mettre au point une contraception « bio ». Et ce fut le slip chauffant et le slip « remonte-couilles ». Le principe est simple : par augmentation de la température « ambiante » au niveau des testicules, on assiste à une diminution de la spermatogénèse et donc à une stérilisation de l'homme.

Bien évidemment, la (les) pilule pour homme et les méthodes basées sur la chaleur n'ont encore que quelques années d'expérimentation derrière elles et leur fiabilité à tous les niveaux n'est pas encore complètement démontrée, mais les vrais problèmes de la contraception masculine ont été posés. Tout d'abord, nous souhaitons prendre en charge au maximum notre contraception. Ensuite nous cherchons à mettre au point des méthodes contraceptives « naturelles ». Enfin, nous refusons la médicalisation de notre contraception et d'ouvrir la voie à une mainmise des trusts pharmaceutiques sur la contraception masculine. Pour toutes ces raisons, parallèlement à l'expérimentation, nous réfléchissons à haute voix sur le vécu des mecs par rapport à la contraception, sur la signification du désir d'enfant, de la paternité, sur notre rapport à nous-mêmes, aux femmes, aux autres hommes, à la sexualité, aux enfants, à la société.

Il existe d'autres moyens contraceptifs que le préservatif, la vasectomie, le slip chauffant ou la pilule, mais là encore on est au stade expérimental. Citons par exemple le Gossypol (extrait du coton) qui est expérimenté en Chine à grande échelle. Mais là n'est pas le problème. Ce qu'il faut bien voir, c'est que la contraception masculine ne se résume nullement à un problème technique. Pour que la contraception masculine soit opérationnelle, accessible à tous ou au plus grand nombre, il faudra qu'elle s'inscrive dans une perspective révolutionnaire de révolution sexuelle et sociale, et donc de lutte. Affaire à suivre, donc ! Avec votre concours, j'espère !

Hervé-Claude LAPIDAIRE

(1) Association pour la recherche et le développement de la contraception masculine, 9, rue Albert-Thuret, 94150 Chevilly-Larne. A ce jour, l'ARDECOM a édité deux numéros de sa revue « Contraception masculine, paternité ». Ces deux numéros sont passionnants, pas chers et en vente à Publico.

